

Les staliniens plient devant Solidarność contre-révolutionnaire

La Pologne au bord du gouffre



Der Spiegel

A droite, grève de mineurs silésiens, en août, contre l'austérité drastique dictée par le FMI et appliquée par Solidarność et la bureaucratie stalinienne



AFP

Le 24 août, le parlement polonais, le Sejm, a investi comme premier ministre un contre-révolutionnaire déclaré. Le nouveau chef du gouvernement, Tadeusz Mazowiecki, est un activiste catholique de longue date et un proche conseiller du numéro un de Solidarność, Lech Walesa. Titrant avec gourmandise : « M. Mazowiecki veut rétablir en Pologne une économie de marché », le très bourgeois journal *le Monde* s'est autorisé un élan de lyrisme inhabituel en proclamant que « ce jeudi 24 août restera gravé dans l'histoire de la Pologne et de l'Europe » (26 août). Plus triomphaliste, le magazine *Newsweek* proclame : « Le communisme s'effondre en Pologne », tandis qu'avec des larmes de joie, une des journalistes vedettes de la télévision américaine, Barbara Walters, interviewe Walesa sur « le commencement de la fin pour le communisme ». Ancien conseiller du président Carter, Zbigniew Brzezinski, Polonais d'origine, annonce une « révolution pacifique » et « l'extinction évolutive du totalitarisme communiste ».

L'évolution rapide de la situation à Varsovie est effectivement le signe qu'en Pologne le régime bureaucratique stalinien est entré dans une crise terminale. Mais l'annonce de la « mort du communisme » est prématurée, et une contre-révolution victorieuse serait tout sauf pacifique.

Grèves en série contre l'austérité du FMI

Déjà, ce qui arrive à Varsovie est orchestré depuis Rome par le pape polonais. Dans le *New York Times* du 24 août, l'éditorialiste américain Anthony Lewis révélait que « cet été, M. Geresmek [le chef du groupe parlementaire de Solidarność] et un autre des principaux intellectuels de Solidarność, Adam Michnik, ont été discrètement invités par le pape Jean-Paul II dans sa résidence d'été de Castel Gandolfo », où ont été élaborés les pas compliqués de la polka parlementaire polonaise. Dans une interview aux *Izvestia* du 24 août, le nouveau premier ministre décrivait ses positions politiques : « Pour parler simplement, je suis un chrétien, un catholique qui suit les enseignements so-

ciaux de l'Eglise catholique, lesquels émanent des instructions du pape Jean-Paul II. » A sa prise de fonctions, Mazowiecki a téléphoné au pape pour avoir ses « instructions ». Beaucoup de gens, et pas seulement les staliniens polonais, pourraient ne pas trouver très à leur goût la vie dans une Pologne devenue un nouvel Etat pontifical.

Il y a huit ans, quand la tendance spartaciste internationale expliquait que Solidarność était un « syndicat-maison pour la CIA et les banquiers » et disait « Halte à la contre-révolution de Solidarność ! », nous étions pratiquement seuls dans la gauche. Aujourd'hui que Solidarność prend en mains les rênes du gouvernement, elle réaf-

firme ouvertement sa détermination à œuvrer pour la restauration du capitalisme. Dans une interview accordée au journal italien *Il Messagero* (22 août), Lech Walesa déclare que le nouveau gouvernement a l'intention de mettre la Pologne sur la voie qui mène « d'un système de propriété communiste vers le capitalisme ». « Personne auparavant n'a emprunté la voie qui mène du socialisme au capitalisme », explique-t-il, « et c'est précisément ce que nous nous apprêtons à faire, revenir à la situation d'avant-guerre, quand la Pologne était un pays capitaliste, après être passés par une longue période de socialisme ». Le plan de Solidarność comporte un « traitement de choc » qui n'a rien à envier à celui appliqué par Pinochet au Chili après le sanglant coup d'Etat de 1973.

Les premières victimes de ce plan seront les ouvriers polonais, qui subissent déjà l'austérité brutale décrétée par les banquiers occidentaux et mise en œuvre d'abord par les staliniens et aujourd'hui par Solidarność. L'économie est en plein chaos - les prix flambent, les magasins sont vides, le marché noir prospère et la libération des prix sur le « marché libre » a doublé ou triplé le coût des produits de base comme la viande, le fromage et le lait. Le désespoir provoque des grèves de charbon. Des milliers de mineurs du bassin ont occupé deux mines de Silésie - et Solidarność a averti que cette grève pourrait « dynamiter » le nouveau gouvernement. Des milliers de cheminots se sont mis en grève à Lodz, la deuxième ville du pays, et n'ont repris le travail qu'après que Walesa eut dénoncé leur

Suite page 6

Le « socialisme de marché »
ne fait qu'accroître le chaos

Pour la révolution
politique ouvrière
en URSS !

VOIR PAGE 8



M 2651 - 95 - 5,00 F



Réponse à d'ex-membres qui ont déserté sur l'Afghanistan

Vous avez dit non partisans ?

LETTRE

Antoine Clavez, Emile Fabrol, Yannick Villars

Anciens militants de Tribune communiste

Anciens membres du CC de la LTF

le 5 juillet 1989

au journal le Bolchévik

Camarades,

À la lecture de votre article « Vive la Ligue communiste internationale » (*le Bolchévik* n° 94), l'honnêteté politique et historique nous contraint de vous adresser cette lettre. Nous vous demandons de la publier dans le prochain numéro de votre journal.

Il serait facile d'ironiser sur cette formule totalement incompréhensible de « quatrième-internationaliste » qui qualifie la LCI. Il serait facile d'ironiser, également, sur votre « fierté » d'avoir adhéré à la LCI, qui n'est que la tendance spartaciste internationaliste sous un autre nom, TSI dont la LTF était déjà la section française.

Mais un certain nombre de points nous paraissent beaucoup plus graves et dignes d'être soulignés à l'attention de vos lecteurs, car ils sont révélateurs de votre façon d'agir. Nous ne mettons pas en doute que la LCI fut fondée le 13 mai 1989, puisque c'est le soir du 14 que vous avez changé la banderole de votre stand de la fête de LO. Mais nous constatons qu'aucune conférence internationale de la TSI a pris cette décision. Nous constatons qu'il n'y a aucune déclaration politique qui justifie ce bond qualitatif, car reprendre le nom de la première organisation internationale d'opposition au stalinisme ne peut que constituer un bond qualitatif. Votre article est tout sauf ça. Ce n'est qu'une compilation de positions politiques et d'interprétations historiques déjà affirmées, et on cherche vainement ce qui justifie au fond que vous vous portiez candidat à la nécessaire direction politique mondiale du prolétariat. Car pour cela il faut posséder une audience effective dans des régions clés du monde, le changement de nom ne change pas l'audience de la TSI, ce que vous reconnaissez d'ailleurs. Ceci nous conduit légitimement à penser que cette décision est, une fois de plus, déconnectée de toute analyse concrète du réel, tout comme l'était la proposition d'envoyer une brigade internationale en Afghanistan après le retrait de l'Armée rouge.

Plus grave encore est votre mensonge par omission sur votre propre histoire récente. Pas un mot sur la fusion avec le groupe *Tribune communiste* l'année dernière, et qualifiée à juste titre, à l'époque, d'historique. Pour la première fois des militants se réclamant du trotskysme et des militants issus des rangs du stalinisme après avoir pratiqué l'entrisme de type pabliste se regroupaient sous le drapeau de Lénine et de Trotsky. À elle seule cette fusion aurait pu presque justifier la transformation de la TSI. Mais voilà, cette fusion historique n'a pas résisté à la pratique politique de la TSI et à son régime bureaucratique. Elle a sombré au début de cette année dans une scission.

Et voilà qu'il vous manque cette dose de courage politique pour expliquer cette scission. Dans votre plaidoyer pour la LCI vous avez délibérément choisi de laisser vos lecteurs et vos sympathisants dans l'ignorance. Nous ne pouvons pas rester silencieux face à cet

état de choses.

Tout comme nous ne pouvons pas rester silencieux lorsque votre article fait référence aux militants des partis communistes qui résistaient à l'euro-communisme des Marchais, Carrillo et autre Berlinguer et que vous omettez de mentionner l'appellation d'anti-opportuniste de ceux du PCF, dont nous étions. Alors que vous avez dans le passé écrit quelques articles pour critiquer les illusions de ces camarades.

De même, à la page 4 du même numéro vous publiez une photo de votre



Le succès de notre campagne d'aide aux victimes de Jalalabad a compté dans la décision de fonder la Ligue communiste internationale (quatrième-internationaliste). Ci-contre, notre stand à la fête de « Lutte Ouvrière », en mai dernier.

participation à la manifestation de front unique, à l'appel du PCF, contre Le Pen le 27 janvier 1988. La légende commence ainsi: « Dans le cortège de la LTF. » Or ce cortège était un cortège commun LTF-*Tribune communiste*. Les faits sont les faits. À juste titre vous dénoncez les falsifications des staliniens, c'est donc à juste titre que nous dénonçons vos propres falsifications. Nous avons beau chercher, nous ne trouvons pas comment une falsification serait juste et une autre ne le serait pas.

Pour éclairer la lanterne de vos lecteurs, nous ajouterons que votre opposition principielle au front populaire derrière Mitterrand, vos positions publiques sur la Pologne de 1981 et sur l'Afghanistan furent les raisons principales qui nous avaient conduits à fusionner avec vous (voir *le Bolchévik*, n° 81). En effet il n'était pas possible d'avoir des positions justes sur les points les plus cruciaux de la lutte des classes sans avoir un programme politique correct.

Nous devons, également, expliquer brièvement à vos lecteurs les raisons qui ont conduit à la faillite de cette fusion. La décision d'envoyer une brigade internationale en Afghanistan après le retrait de l'Armée rouge illustre ce que nous avions du mal à croire, mais il a bien fallu que nous nous rendions à l'évidence: l'attachement de la TSI au programme communiste, n'est qu'un attachement de façade. Conduisant la TSI à prendre des positions correctes et des positions totalement erronées. Dans le cas de l'Afghanistan, on l'a vu céder aux pressions de l'agressivité de la réaction internationale (le régime de Kaboul allait

s'écrouler, or Jalalabad résiste toujours), on l'a vu sombrer dans le pur aventurisme, on a entendu dans ses rangs se manifester des propos ultragauches contre le travail de propagande et de rédaction d'un journal (oubliant ce sur quoi insistait Lénine dans *Que faire?*), le tout contredisant ouvertement le nécessaire et patient travail de construction d'authentiques partis communistes sections d'une authentique Internationale communiste.

Tout ceci, pour incroyable que ce soit pour de nombreux militants sympa-

tiquer dans le mouvement ouvrier. Certes on peut nous rétorquer que nous nous retirons sur le trottoir où passe la manifestation. Mais qui aujourd'hui est capable d'organiser la manifestation? Nous avons la certitude d'œuvrer sans arrière-pensées sectaires à la réappropriation du programme communiste par les militants les plus conscients du mouvement ouvrier.

Salutations communistes.

A. Clavez E. Fabrol Y. Villars

[signatures]

PS: Il va de soi que nous [nous] réservons le droit d'utiliser ce texte comme nous l'entendons.

REPOSE

Camarades,

Nous sommes quelque peu surpris par votre lettre du 5 juillet. En effet, si l'on en croit l'éditorial de *Prométhée* n° 1, daté du 8 mai, l'« équipe rédactionnelle » de ce nouveau journal, c'est-à-dire vous trois, est « composée de militants du mouvement ouvrier sans lien aucun avec les diverses organisations existantes », sans aucune mention de votre bref passage dans la TSI ni votre long passé « anti-opportuniste » dans ou autour du PCF. Une équipe sans passé et au futur indéfini en quelque sorte. Puis, vient cette lettre signée par d'« anciens militants de Tribune communiste, anciens membres du CC de la LTF » qui fait écho à une lettre de mars signée « Tribune communiste » et qui après quelques mesquines attaques et petites manipulations des faits déclare: « Il faut en finir avec l'esprit de boutique dans le mouvement ouvrier. » Il y a là un bien pauvre double jeu entre l'Immaculée Conception et la révélation nouvelle. Nous devons raisonnablement penser que cette lettre a d'autres motivations que la manifestation de la vérité historique.

Il convient d'abord de rectifier un début de réécriture de l'histoire. Dans votre lettre de mars, vous parliez en évoquant votre départ précipité de la LTF d'une « scission perlée » qui est devenue dans votre dernière lettre une « scission ». Quant à nous, il nous ap-

Suite ci-contre

LE BOLCHEVIK

Organe de la Ligue trotskyste de France, section de la Ligue communiste internationale (quatrième-internationaliste), pour forger la Quatrième Internationale.

COMITE DE REDACTION: Xavier Brunoy, William Cazenave (rédacteur en chef), Gilles Cazin, Marc Delvaux, Ian Donnelly, Suzanne Girard, Federico Parodi, Henri Riemann, Josic Thanner, Jean Thimault.

REALISATION: Ian Donnelly.

DIFFUSION: Jean-Luc Etchart.

DIRECTEUR DE PUBLICATION:

William Saffores-Mondotte.

Le Bolchévik, BP 135-10

75463 Paris Cedex 10

Imprimerie: Gaspard-Mongé

55, rue du Fossé-Blanc

92230 Gennevilliers

Commission paritaire: n° 59267

Distribué par les NMPP

Les opinions exprimées dans les lettres ou articles signés ne reflètent pas nécessairement le point de vue de la rédaction.

Il faut en finir avec l'esprit de bou-

La campagne pour Mumia Abu-Jamal à la manifestation du 8 juillet

Il faut sauver la «voix des sans-voix»!

La campagne pour sauver Mumia Abu-Jamal s'étend. Mumia Abu-Jamal a été condamné à mort aux USA pour ses convictions politiques. Il était ministre de l'Information de la section de Philadelphie du Black Panther Party (BPP). Il est devenu un journaliste respecté, président de l'Association des journalistes noirs de Philadelphie. Abu-Jamal était éminemment connu à Philadelphie pour être un ardent défenseur de la communauté noire MOVE. En 1982, victime d'un coup monté, il a été condamné pour l'assassinat d'un policier. En fait, il a été condamné à mort pour ses convictions et ses activités politiques, en particulier pour ses déclarations faites douze ans plus tôt, alors qu'il était membre du BPP.

Le cas de Mumia Abu-Jamal révèle, non seulement la cruauté arbitraire de cette forme ultime de terreur d'Etat qu'est la peine de mort, mais il donne aussi la preuve du racisme inhérent à son application. Mumia s'est vu refuser le droit de choisir son avocat. La Cour, dans le but d'obtenir un jury de onze Blancs qui condamnerait l'accusé au supplice, a admis au sein de ce jury un Blanc qui a reconnu ne pouvoir être impartial. Par ailleurs, sur simple demande du procureur, le tribunal a récusé douze jurés noirs pressentis. Mumia a été pris pour cible pour ce qu'il était, écrivait et disait : un Noir radical connu pour être « la voix des sans-voix ».

L'appel d'Abu-Jamal a été récemment rejeté par la Cour suprême de Pennsylvanie. Et ce malgré l'intervention en sa faveur, sur des points de droit, de la Conférence nationale des juristes noirs et de l'ACLU (American Civil Liberties Union). Dans une lettre de novembre dernier, Ron Dellums, actuellement président du Congressional Black Caucus (Groupe des Noirs membres du Congrès américain), a réclamé du Gouverneur de Pennsylvanie qu'on « disperse le nuage de mort qui plane sur M. Abu-Jamal ». Mais, comme pour Geronimo Pratt et d'autres militants noirs radicaux des années 60 qui ont osé défier l'ordre bourgeois raciste, le gouvernement US n'est pas disposé à la clémence, et poursuit au contraire de sa vengeance obstinée ces militants courageux pour avoir leur peau jusqu'au dernier. Il faut arracher Mumia Abu-Jamal des griffes de ses bourreaux racistes.

Le Partisan Defense Committee (PDC) mène actuellement aux USA une campagne militante pour sauver Abu-Jamal de la mort et en fait le symbole de sa lutte acharnée pour l'abolition de la peine de mort dans ce pays. Des milliers de personnes ont signé une pétition exigeant du gouverneur Casey : « Mumia ne doit pas mourir ! » Et aujourd'hui, la « voix des sans-voix » va

de nouveau se faire entendre, car de nombreux journaux américains publient à nouveau des articles de Mumia.

En France, le Comité de défense sociale (CDDS), organisation sœur du PDC, a repris cette campagne. Le CDDS est une organisation de défense légale et sociale, non sectaire, se basant sur la lutte de classe et dont les objectifs sont en accord avec les conceptions politiques de la Ligue trotskyste, section française de la Ligue communiste internationale (quatrième-internationaliste).

Le cas de Mumia Abu-Jamal a d'ores et déjà obtenu ici un large écho. Lors de la manifestation du 8 juillet, organisée sur le thème « Annulez la dette du tiers monde », le CDDS a diffusé largement la pétition réclamant la vie sauve pour Mumia et obtenu 1 100 signatures. Tout au long de la manifestation, le groupe de musique reggae Rising Soul, reprenant à son compte la campagne du CDDS, alternait chansons (dont une dédiée à Mandela) et appels pour sauver Mumia et invitait à signer la pétition que les militants du CDDS faisaient circuler autour du camion. Sur leur camion, bien visible en tête de cortège, était accrochée une large banderole rouge avec deux grands portraits de Mumia et de son fils encadrant le nom du groupe frappé symboliquement d'un poing levé.

Une foule enthousiaste entourait le camion et réserva un accueil chaleureux à la musique mais aussi à la pétition du CDDS. Certains signaient parce qu'ils connaissaient déjà le courageux journaliste noir américain, d'autres pour exprimer leur ferme opposition à cet acte de barbarie qu'est la peine de mort, et dont l'abolition en France est récente.



A la manifestation parisienne du 8 juillet, le groupe Rising Soul chante pour sauver Abu-Jamal !

paraît que le terme de désertion est plus approprié. Que s'est-il passé dans les faits ? A l'issue de la discussion, au cours de la X^e conférence de la LTF, sur la proposition faite au gouvernement afghan d'organiser une brigade internationale au moment du retrait des troupes soviétiques (cf. le *Bolchévik* n° 91), deux d'entre vous (Yannick et Emile) démissionnaient (Yannick n'a pas même attendu la fin de la discussion et son résultat), tandis que le troisième (Antoine) ne daignera pas signifier formellement sa démission. Vous avez abandonné le champ de bataille, malgré les offres répétées de former une fraction ou une tendance et de vous pré-

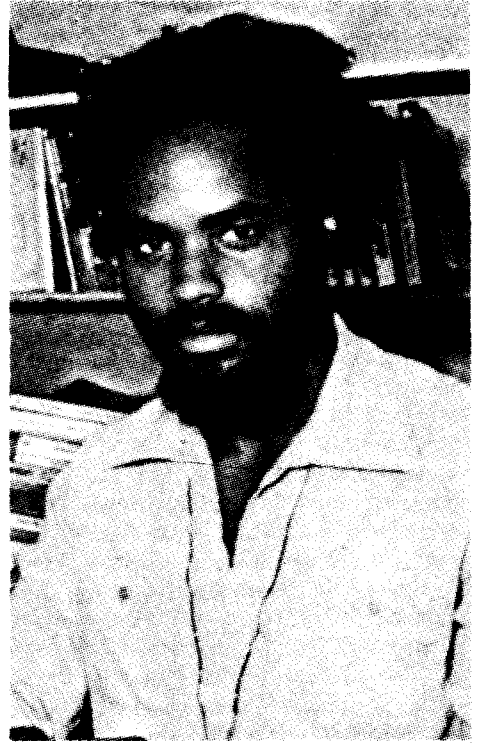
senter aux suffrages de la conférence en tant que minorité, ce qui vous aurait permis d'être représentés proportionnellement au comité central.

Vous étiez farouchement opposés à une application concrète, exemplaire et immédiate du programme de défense militaire du régime nationaliste petit-bourgeois afghan contre les bandes de mollahs réactionnaires soutenus par la CIA. Vous voyez dans notre proposition de brigade l'« illustration » de ce que « l'attachement de la TSI au programme communiste n'est qu'un attachement de façade ». Etrange logique. La TSI (aujourd'hui LCI) a déclaré dès l'entrée des troupes soviétiques en Afghanistan

Cela fait en effet à peine dix ans que la France impérialiste dirigée par Mitterrand, et qui s'est « illustrée » si souvent dans la répression sanglante des travailleurs et des masses coloniales, s'est résolue à abolir la peine capitale. Certes, aujourd'hui même ceux qui ont envoyé à la guillotine Fernand Yveton, membre du Parti communiste algérien, en 1957 (au moment où Mitterrand était ministre de la « Justice »), considèrent cette sentence comme barbare. Cependant, la peine de mort demeure le cheval de bataille des fascistes qui ne ratent pas une occasion de mobiliser la racaille des racistes et réactionnaires de tous poils pour son rétablissement.

Parmi les signataires de la pétition du CDDS, beaucoup de jeunes venus exprimer dans cette manifestation leur anti-impérialisme, des travailleurs immigrés maghrébins et aussi beaucoup de militants du PCF. Egalement une bonne partie des organisateurs de la manifestation dont plusieurs membres de la LCR, comprenant Alain Krivine, et des personnalités présentes telles que René Dumont, ancien candidat écologiste aux élections présidentielles, Charles Lederman, président du groupe PCF au Sénat.

Lors de cette manifestation, deux mille tracts expliquant le cas de Mumia Abu-Jamal ont été distribués et cent numéros du *Bolchévik*, contenant un article sur Mumia, ont été vendus. Beaucoup de manifestants prenaient également plusieurs exemplaires de la pétition pour la faire circuler auprès de leurs collègues de travail. Le lendemain, lors d'une table ronde organisée à la Mutualité sur le même thème, plusieurs personnalités et militants ont également



Mumia Abu-Jamal

signé cette pétition, parmi lesquels Otelo de Carvalho, ancien dirigeant de gauche des militaires portugais en 1970, Jack Ralite, ancien ministre et membre du PCF, l'écrivain Gilles Perrault et David Assouline, dirigeant de la grève étudiante de 1986 et membre de la LCR.

De derrière ses barreaux, Mumia Abu-Jamal déclarait, dans ses salutations à la manifestation du 5 novembre 1988 à Philadelphie, organisée par le PDC pour stopper les fascistes du Ku Klux Klan : « Il faut l'unité pour arrêter le Klan, mais pas seulement ceux qui portent les robes blanches et les cagoules, mais ceux qui sont vêtus de leur grande robe noire, ceux en uniforme ou en costume trois pièces. Il faut de la détermination pour comprendre et résister à la classe dominante, super-riche, qui soutient le Klan dans ses objectifs de division. Il est grand temps que les gens regardent autour d'eux - ici à Independence Mall - et pour une fois se déclarent réellement indépendants du système qui vole leur travail, leur avenir, dans le seul but de produire l'héritage d'un monde étouffé par le poison, la haine, la division et la mort. »

Le nom de Mumia doit devenir le cri de ralliement de la lutte contre l'injustice raciste et la barbarie de la peine de mort ! Il faut que cette campagne s'élargisse. Il faut sauver Mumia Abu-Jamal !

Envoyez télégrammes, lettres demandant que soit arrêtée la main du bourreau à : Governor Robert Casey, Main Capitol Building, Room 225, Harrisburg, PA 17120, USA. Envoyez une copie au Comité de défense sociale (CDDS), BP 202, 75822 Paris Cedex 17.

« Salut à l'Armée rouge ! » et a appelé à « étendre les acquis d'Octobre aux peuples afghans ». Cette déclaration flamboyante a été accueillie avec horreur par toute l'opinion petite-bourgeoise des sociaux-démocrates et de leurs suivistes pseudo-trotskystes du monde occidental. Par contre, nombre de militants des partis stalinien, même si ce n'est que de façon déformée et confuse, cherchent à défendre l'URSS contre l'impérialisme, ont compris, parfois de mauvaise grâce, notre position. Quand les troupes soviétiques se sont retirées, les PC ont poussé un soupir de lâche soulagement. Gorbatchev et ses acolytes doivent haïr notre idée

d'une brigade internationale. Par contre, en Union soviétique, et partout dans le monde où l'on sait ce que l'obscurantisme criminel des réactionnaires islamistes veut dire, des voix s'élèvent pour aller en Afghanistan combattre du côté des troupes gouvernementales. (*Les Nouvelles de Moscou* du 18 juillet nous apprennent que des « délégués du premier rassemblement des soldats de réserve d'Ouzbékistan » ont adressé un message au CC du PCUS proposant d'envoyer une division de volontaires se battre en Afghanistan.)

En 1979 comme en 1989, nous avons eu le même programme communiste. Suite page 4

Réponse à d'ex-membres...

Suite de la page 3

Vous étiez en désaccord avec une application immédiate de ce programme et vous êtes partis. Permettez-nous de trouver pour le moins légère la « découverte », après 48 heures de bataille politique et parce que vous avez vu votre résolution contre les brigades être mise en minorité, d'un « incroyable régime bureaucratique ».

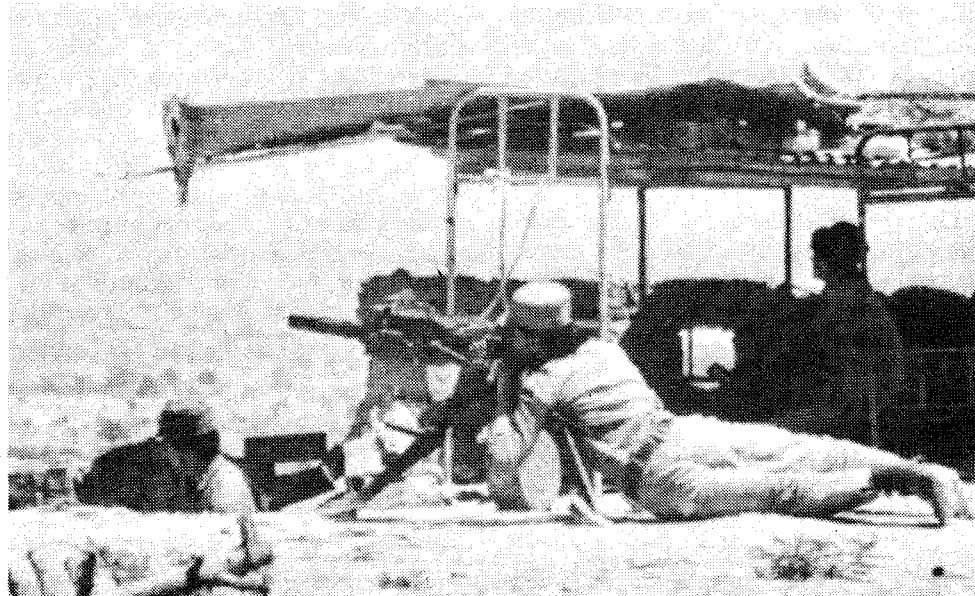
Dans votre lettre de mars, vous continuiez à affirmer que vous restiez en faveur de la défense militaire du gouvernement afghan - sans brigade ! -, mais vous n'avez pas, à notre connaissance, daigné, même de façon symbolique, participer à la campagne financière du CDD5 en faveur des victimes civiles du siège de Jalalabad, campagne que les autorités afghanes nous ont demandé d'organiser, et qui a permis d'envoyer près de 280 000 francs. Ainsi, force est de constater que si des militants fort éloignés du trotskysme et de la défense de l'URSS tels que des militants du PCF ou de la LCR ont compris la nécessité de contribuer à la campagne, vous avez préféré vous abstenir. Cette campagne financière découlait directement de notre offre de brigade que le gouvernement afghan a déclinée. Elle a montré qu'il y a des dizaines de milliers d'hommes et femmes qui n'hésitent pas à prendre le bon côté dans la lutte en Afghanistan et ne cèdent pas devant les campagnes d'hystérie anticommuniste.

Le succès de cette campagne a, entre autres, été un élément qui nous a décidés à créer la LCI, Ligue communiste internationale (quatrième-internationaliste), en tant que continuatrice de la tendance spartaciste internationale (TSI). A ce propos, le fait de savoir quelle instance décida de sa création n'intéresse pas encore les historiens et ne devrait pas non plus émouvoir votre esprit non partisan. En soi, la fusion, en France, avec le groupe Tribune communiste, dont vous n'êtes pas les seuls héritiers, ne justifiait certainement pas la transformation de la TSI en LCI. Pourtant, cette fusion nous appartient toujours et son résultat - la disparition d'un groupe historiquement issu de la destruction pabliste de la Quatrième Internationale - est toujours aussi réel et historique. A moins que vous ne repreniez le flambeau stalino-pabliste de la défunte Tribune communiste. Nous avons toujours affirmé, contre les tenants de la « réforme » ou de la « recomposition », que le parti mondial de la révolution, la Quatrième Internationale, se ferait par un processus de fusions et de scissions sur la base de granit du programme révolutionnaire. La TSI, aujourd'hui LCI, a réalisé nombre de fusions et connu des défections. Et elle a maintenu le programme révolutionnaire d'indépendance de classe et de défense de l'URSS et des Etats ouvriers déformés à travers le mouvement brownien d'adaptation aux « nouvelles réalités mondiales » déterminées par les réchauffements ponctuels de la guerre froide et finalement définies par les différentes pressions nationales. La décision, politique, de la transformation de la TSI en LCI a été prise au niveau international et en pensant, en particulier, à Moscou. Nous avons affirmé plusieurs fois que notre tendance ne pense pas uniquement en anglais, ou en français, mais aussi en russe. Notre transformation en LCI est une déclaration dramatique de ce que la révolution politique prolétarienne en URSS est non seulement nécessaire, mais urgente. Cette transformation n'implique rien au niveau de nos forces ; c'est une affirmation programmatique face à « la fin du communisme » proclamée par la

bourgeois internationale avec l'assentiment du Kremlin. L'adjectif « spartaciste » a perdu de sa substance au fur et à mesure des mobilisations antifascistes de masse dont nous étions à l'initiative aux USA, de l'écho plus grand de notre programme en Europe, de la fusion avec un groupe dans l'antre du géant impérialiste japonais, de la modeste place que nous occupons sur le front de la guerre internationale en Afghanistan et surtout de l'abandon de plus en plus systématique du vocable « communiste » par les falsificateurs/usurpateurs du léninisme. Au moment où Gorbatchev accélère de façon dramatique le travail de sape stalinien contre les acquis d'Octobre et où les mandéliens, les morénistes et autres lambertistes s'enfuient toujours plus avant dans le renoncement social-démocrate, il nous est apparu qu'il était temps de lever plus haut le drapeau de l'opposition communiste internationale. La défection d'un groupement d'indi-

jointé des membres de parti se trompe, la minorité peut l'éduquer petit à petit. Si ce n'est pas avant le prochain congrès, ce sera après. La minorité peut gagner au parti de nouveaux membres et devenir la majorité » (Oeuvres, tome 23). Mutatis mutandis.

Dans ce pays, le terme « appareil » a été utilisé pour définir un organisme bureaucratique, tel que le PCF ou la social-démocratie, qui se maintient à la seule fin de perpétuer et de préserver l'ordre bourgeois, au-dessus des masses qu'il est censé « représenter ». Vision unilatérale pourtant, puisque le PCF est aussi un véritable parti, n'en déplaise aux lambertistes, puisqu'autant il organise/désorganise une fraction politique de la classe ouvrière. Nul de nos opposants les plus farouches ne cherche à nous accuser d'être ce type d'« appareil ». Le terme « appareil » peut aussi représenter le nécessaire outil « administratif » qui doit mettre en application les décisions politiques de



Le Bolchévik/Workers Vanguard
Des membres des bataillons afghans de jeunesse protègent, à Karesimir, le flanc nord de Kaboul contre les tueurs de la CIA.

vidus dans l'impérialisme de deuxième zone qu'est la France ne nous a pas semblé, sans vouloir vous blesser inutilement, d'une importance cruciale.

Peut-on prendre au sérieux des militants, dès la conférence de fusion élus membres de la direction et partie prenante du fameux « appareil » (au demeurant bien trop modeste au vu de nos tâches), qui, un an plus tard, après quelques heures de débat, s'enfuient en ordre dispersé en oubliant le vieil adage qui veut qu'on n'abandonne point une position sans combattre et seulement quand elle est irrémédiablement perdue ? Peut-on prendre au sérieux des militants qui ont passé de longues années à chercher à « redresser » ou « réformer » le PCF désespérément bureaucratique et réformiste et qui s'envolent comme une volée de perdreaux au premier débat « vif », au premier coup de poudre à moineaux ? Léon Trotsky écrivait le 21 février 1940 à propos d'un autre déserteur, le cliquiste Abern qui rejetait, avec la minorité shachtmaniste du SWP, la défense militaire inconditionnelle de l'URSS : « Dans la III^e Internationale, nous nous sommes, de toutes nos forces, obstinés à rester une tendance ou une fraction. Ils nous ont persécutés, ils nous ont privés de tous nos moyens d'expression légale, ils ont inventé les pires calomnies ; en URSS, ils ont arrêté et fusillé nos camarades - et en dépit de tout cela, nous n'avons pas voulu nous séparer des ouvriers. Nous nous sommes considérés comme une fraction jusqu'à la limite extrême du possible. Et tout cela en dépit de la bureaucratie totalitaire corrompue de la III^e Internationale. La IV^e Internationale est l'unique organisation révolutionnaire honnête au monde. Nous n'avons pas une bureaucratie professionnelle. Notre "appareil" n'a aucun moyen de coercition. Chaque décision est prise, chaque camarade apprécié, par les méthodes de la plus complète démocratie de parti. Si la ma-

nisation. Cet appareil a été rejeté avec horreur par divers éléments impressionnistes petits-bourgeois, qui ne voient dans la « politique » qu'un long échange d'idées sans implication dans le monde réel. Ces gens, qui croient au « pouvoir » des mots en eux-mêmes, regimbent à leur application par un corps spécialisé, au fond le parti, et crient à la « dictature ». Votre conception de l'« appareil » nous semble tristement simple : le refus d'agir. Ainsi, il faut le dire tout net, votre accusation de « bureaucratisme » n'est qu'un écran de fumée lancé pour camoufler votre fuite devant la défense concrète du camp du progrès social en Afghanistan.

Votre aveuglement impudent vous fait tirer argument de ce que nous vous avons fait don des archives du groupe Tribune communiste ! En déformant encore une fois les faits... Dans votre lettre de mars, en guise « d'un certain nombre de propositions pour redresser cette situation malsaine », vous nous invitiez tout simplement à revenir, en préalable à toute discussion, sur le vote d'une conférence souveraine et, pas moins, à dénoncer dans notre presse une position - « ultragauche » - que nous n'avons jamais eue et, comme le dit cette lettre, « même si elle ne s'exprimait pas dans le n° 91 du Bolchévik » ! Quelle organisation douée de raison léniniste se plierait à de telles exigences préalables ? Vous demandiez les archives de Tribune communiste si ces « conditions » n'étaient pas remplies. Même si personne dans le mouvement ouvrier ne nous contesterait le droit sur ces « archives » - elles provenaient, après tout, d'une fusion -, nous avons jugé, à l'époque, que de tels procédés organisationnels triviaux n'étaient pas de bonne politique, et nous vous avons signifié qu'il vous était possible « de prendre possession » des originaux des dites archives « sans préjuger de nos futures relations ». Dans votre silence à la fête de Lutte

Ouvrière et par la création d'un « journal d'histoire » non partisan, vous avez répondu à votre propre lettre.

Il nous apparaît qu'en fait de « scission » principielle il s'agit plutôt d'une fuite devant la perspective de mettre en application concrète et vivante, même de façon limitée et modeste, un aspect pratique du programme léniniste sur la défense militaire de l'URSS. D'ailleurs, quelle autre conclusion tirer au vu de votre activité présente qui consiste à rédiger un « journal marxiste d'histoire » ? Journal qui, nous l'espérons, sera de haute tenue, bien qu'il nous soit permis d'en douter au vu de sa méthode utilisant la polémique par insinuation. Permettez-nous de vous signaler (tout en notant que les analogies historiques ne sont que des évocations limitées surtout quand elles comparent des nains à des géants) que Martynov, dans une brochure intitulée *Deux dictatures* publiée en 1905, écrivait en faisant référence au congrès de 1903 des sociaux-démocrates russes qui vit la séparation entre bolchéviks et menchéviks : « L'atmosphère qui régnait à ce congrès, les premiers jours, lorsque Lénine dirigeait encore totalement, rappelait à un tel point l'atmosphère de la Convention française de 1793, que je me décidai aussitôt de m'occuper spécialement de l'étude de l'histoire de la Convention pour me convaincre si nous allions au devant d'une répétition sérieuse de cette histoire ou bien au devant d'une imitation tardive et malheureuse » (cité par Joubert in Cahiers Léon Trotsky n° 30, juin 1987). Nous ne pouvons pas nous empêcher de comparer cette déclaration avec l'éditorial et le contenu de *Prométhée* n° 1 (été).

Vous nous accusez de vouloir cacher le fait que la LTF a vu trois de ses militants partir. Etrange accusation pour un groupement qui, publiquement, ne vient de nulle part. Néanmoins, nous avons annoncé, durant le week-end de la Pentecôte, à la fête de Lutte Ouvrière, devant des représentants de presque tous nos opposants en France, en Europe et en Amérique du Nord, qu'ils pouvaient trouver dans la fête le stand d'un nouveau journal dont l'équipe rédactionnelle avait quitté la LTF. Cette annonce a été faite au cours de notre forum sur l'Afghanistan, et l'orateur a été explicite sur la raison de votre abandon : le recul horrifié devant la perspective, même non « opérationnelle » puisque le gouvernement afghan avait déjà décliné l'offre, d'organiser des militants de divers horizons politiques et d'une grande diversité nationale pour aller se battre du bon côté contre les réactionnaires islamistes afghans. D'ailleurs, des représentants de la Bolchevik Tendency, qui a fait profession d'un « antispartacisme » douteux, ne se sont pas privés de nous attaquer haineusement et de se précipiter ensuite, alléchés, à votre stand à l'abri duquel vous étiez restés.

Pour finir, nous vous concédons de bonne grâce que la légende de la photo en haut à droite de la page 4 du Bolchévik n° 94 aurait pu indiquer que la LTF manifestait dans un cortège commun avec le groupe Tribune communiste à la manifestation anti-Le Pen du 27 janvier 1988 organisée par le PCF. Pourtant, il convient de noter que votre accusation est mesquine et superfétatoire. En effet, cette photo n'était pas censée illustrer l'article annonçant la création de la LCI mais venait dans un article sur la nécessité de mobilisations ouvrières pour écraser les fascistes dont l'axe n'était pas le bloc commun entre la LTF et Tribune communiste qui devait conduire à la fusion.

Nous savons que nos lecteurs sauront reconnaître dans cet échange avec des ex-membres de la LTF le sempiternel « débat » entre les léninistes et ceux qui choisissent, et c'est leur droit, d'aboyer à la caravane. ■

Spartacus!

Page de la Jeunesse et des Groupes spartacistes

Ecrasez l'apartheid! Révolution ouvrière!

Il faut sauver les 14 d'Upington!

Le 13 novembre 1985, les Noirs de la township d'Upington (ville sud-africaine près de la Namibie) manifestent contre les prix des loyers, la sous-qualification, le chômage, les injustices sociales et raciales. Dans Paballelo (la township d'Upington), au cours de la manifestation, un policier municipal tue un enfant de onze ans d'une balle dans le cou, déchaînant la colère des manifestants. Le flic est retrouvé mort peu après. Le même jour, juste avant, une femme enceinte est abattue alors qu'elle revient de faire ses courses.

Vingt-six Noirs sont arrêtés en avril 1988 (trois ans après les faits!) pour être jugés sur la base du critère d'« objectif commun ». Ce principe digne des Nazis de « responsabilité collective » permet de rendre n'importe quel participant à une manifestation coupable des actes délictueux qui sont commis pendant. Le vendredi 26 mai, après un procès où l'accusation ne réussit même pas à prouver la présence de tous les accusés lors des événements, vingt-cinq des vingt-six sont reconnus coupables et quatorze condamnés à mort. Le juge « ne prononça pas la peine de mort 14 fois, mais une fois pour les 14 accusés. M. Justice Basson [le juge] dit: "Accusés n° 1, 2, 4, 5, 6, 8, 10, 11, 13, 15, 18, 19, 20, 21... je vous condamne à mort" » (Independent, 1^{er} août). C'est ainsi que la « justice » de cauchemar de l'apartheid condamne collectivement à la peine de mort treize hommes et une femme – êtres humains transformés par la « justice » de haine raciste en... numéros.

Si la méthode de la « responsabilité collective » est fréquemment utilisée contre les militants antiapartheid – elle a notamment été employée contre les 6 de Sharpeville –, jamais elle n'a été appliquée pour un si grand nombre de militants à la fois. Le 27 juin, leur appel a été rejeté par la Cour suprême. Ceux que l'on appelle les 14 d'Upington – en fait de la township misérable de Paballelo (aucun Noir ne peut habiter Upington) – peuvent maintenant, si le pouvoir ne recule pas, être pendus. De même, Robert MacBride, militant de l'ANC condamné à mort en avril 1988, risque la pendaison début septembre. En France, les médias, qui font tant de battage sur un possible processus de réforme avec De Klerk (le successeur de Botha), ignorent presque totalement les 14 d'Upington. La mobilisation internationale a déjà arraché à la mort les 6 de Sharpeville et libéré Moses Mayekiso, secrétaire général du National Union of Metalworkers of South Africa (NUMSA), qui avait été arrêté en 1986 pour sa puissante et efficace action syndicale. Il est urgent aujourd'hui que le mouvement ouvrier se mobilise massivement pour sauver Robert MacBride et les 14 d'Upington et pour libérer tous les militants antiapartheid emprisonnés.

Toute cette terreur aveugle déclenchée par les maîtres de l'apartheid est le seul moyen à leur disposition pour briser la révolte contre le régime de

suprémie blanche, et particulièrement le mouvement ouvrier noir organisé qui, comme lors de la grève des mineurs en 1987, a montré sa puissance. Seule la classe ouvrière noire sud-africaine, forte de ses six millions de membres, peut briser l'apartheid et faire de l'Afrique du Sud la place forte de la libération de toute l'Afrique australe, et même de toute l'Afrique noire, du joug néo-colonial et de l'exploitation impérialiste.

LES « BONS CONSEILS » DE GORBATCHEV

« L'ANC doit maintenant transiger » (Libération, 29 août), déclarait Oleg Mirochkhine, membre du comité central du PCUS et ambassadeur d'URSS à Lusaka (Zambie). Après les retraits

développement historique de l'impérialisme sud-africain fait que le capitalisme ne peut survivre qu'en rendant les Noirs immigrés dans leur propre pays, formant ainsi une main-d'œuvre sans droits, sous-payée et sous-qualifiée. Parqués dans des bantoustans ou des townships, par leur travail ils garantissent des profits énormes pour la classe capitaliste. Elle se battra jusqu'au bout pour maintenir l'apartheid et contre le suffrage universel. Kenneth Kaunda, le président zambien, voit bien ce problème et exprime crûment cette réalité en bon conseiller de l'impérialisme: « Il a qualifié les responsables du mouvement antiapartheid "de gens raisonnables" qui, le moment venu, mettraient en sourdine le principe "un homme, une voix" » (Libération, 22 août). L'apartheid ne peut être

aucune raison d'abandonner une partie de la richesse sociale de ce pays afin de faire pression sur le régime » (Work in Progress n° 37, juin 1985). A sa conférence de fusion, le NUMSA réaffirmait qu'il voulait construire le socialisme, au lieu d'adopter la Charte des libertés de l'ANC, dont la perspective est une Afrique du Sud capitaliste « démocratique » en tant que « première étape » de la libération des masses africaines.

Aujourd'hui, de plus en plus, des militants se plaignent de la politique molle de l'ANC. Dans les meetings, les discours intransigeants sont applaudis avec ferveur: « Lors du passage à Lusaka d'Albertina Sisulu [...], épouse du plus proche ami politique de Nelson Mandela, un parterre de plusieurs centaines de militants de l'ANC a acclamé,



Le drapeau rouge aux obsèques de Peter Nchabeleng, un combattant antiapartheid tué pendant une garde à vue par la police.

d'Angola, d'Afghanistan, du Kampuchéa, Gorbatchev sacrifie sur l'autel de l'utopique « coexistence pacifique » la lutte contre l'oppression et l'exploitation dans tout le sud du continent africain. La bureaucratie, non contente d'avoir provoqué le retrait des troupes cubaines d'Angola qui, dans leur mission internationaliste, ont repoussé les agressions des troupes d'Afrique du Sud et de ses fantoches de l'UNITA, annonce dans la Pravda du 28 août la conclusion logique de la politique de Gorbatchev pour cette région, indiquant qu'il fallait surmonter les risques de déstabilisation venant « non seulement des extrémistes blancs, mais également de l'extrême radicalisation de la communauté noire ». La politique de Gorbatchev n'est pas seulement une trahison des peuples africains; elle encourage les appétits impérialistes à « refouler le communisme » partout dans le monde – jusqu'à l'URSS elle-même.

LA REFORME IMPOSSIBLE

Il y a au moins une revendication du programme de l'ANC sur laquelle la bourgeoisie sud-africaine ne cèdera pas: « Un homme, une voix ». Le

réformé! Il faut l'abattre! Pour une révolution ouvrière qui socialise les moyens de production!

IL FAUT UN PARTI BOLCHEVIQUE EN AFRIQUE DU SUD!

La direction nationaliste petite-bourgeoise de l'ANC continue sa politique réformiste, dangereuse et illusoire, de pression sur les capitalistes soi-disant « progressistes ». Ses campagnes pour des « sanctions » impérialistes, ses campagnes de « désobéissance civile » et autres « semaines de mobilisations de masse » ne visent qu'à obtenir des négociations.

Mais cette politique est loin de faire l'unanimité. Déjà, en 1985, un des dirigeants de la fédération syndicale FOSATU dénonçait à juste titre les « sanctions » qui consistent dans le retrait des actifs des sociétés étrangères: « [...] parce que nous les considérons non pas comme la simple propriété de sociétés étrangères, mais comme des actifs qui ont été amassés grâce à la sueur et au travail des travailleurs sud-africains et qui maintenant appartiennent absolument à cette société [...]. Nous ne voyons absolument

dans la ferveur retrouvée, son discours intransigent. En revanche, le trésorier général, Thomas Nkobi, qui avait le malheur de devoir défendre, en termes extrêmement prudents, l'idée d'une « solution négociée » en Afrique du Sud, s'est exprimé au milieu d'un silence réprobateur » (Libération, 29 août). Ce qui est à l'ordre du jour, c'est la construction du parti léniniste-trotskyiste multiracial autour du programme de la révolution permanente pour amener au pouvoir un gouvernement ouvrier centré sur les Noirs.

IL FAUT LES SAUVER!

Il est urgent que le mouvement ouvrier de par le monde se mobilise et montre qu'il est le puissant allié de la lutte des Noirs contre l'apartheid. Les Groupes spartacistes déclarent: ce qu'il faut, c'est une action de front unique des organisations ouvrières et démocratiques. Dans un tel front unique, chaque organisation pourra développer ses propres positions politiques, tout en faisant cause commune autour des mots d'ordre centraux: Vie sauve pour les 14 d'Upington! Libération de tous les militants antiapartheid emprisonnés! ■

Pologne ...

Suite de la page 1

mouvement comme une « provocation contre le premier chef de gouvernement élu grâce à Solidarité » (le Monde, 27-28 août). Alors que Walesa demande aux ouvriers d'arrêter toutes les grèves pour une période de six mois, les plans du nouveau gouvernement vont se traduire par des licenciements massifs, s'ajoutant à une inflation à trois chiffres.

Le Parti ouvrier unifié polonais (POUP), le porte-voix de l'appareil stalinien, qualifie le nouveau gouvernement de « large coalition ». Une majorité du groupe parlementaire du POUP a même voté pour Mazowiecki. Aux termes du marché négocié entre l'Eglise et le président Jaruzelski, Solidarność détient le poste de premier ministre et la plupart des ministères ; les staliniens conservent les portefeuilles clés de la Défense et de l'Intérieur, tandis que la Pologne reste membre du Pacte de Varsovie. Pour quiconque est familier ne serait-ce qu'avec le « a » de l'abc du marxisme, cela ne constitue pas (encore) une contre-révolution. Les staliniens sont toujours à la tête de la police et de l'armée, ces « bandes d'hommes armés » qui constituent le cœur du pouvoir d'Etat. Ce n'est pas une « coalition », mais une situation de double pouvoir au niveau gouvernemental. D'après Libération, Jaruzelski est en train de mettre sur pied un véritable gouvernement parallèle, « une équipe de 300 personnes, qui sera chapeautée par des ministres d'Etat [...] une véritable machine de guerre qui sera prête à tout instant à prendre la relève [du gouvernement Mazowiecki] si le besoin s'en fait sentir ; ou si Jaruzelski décidait de proclamer une nouvelle fois un « état d'urgence », comme la Constitution lui en donne le droit » (31 août). De son côté, Geremek cherche à marquer les ministres staliniens de l'Intérieur et de la Défense par des « vice-ministres » désignés par Solidarność ! Il n'est pas impossible que ce gouvernement puisse se maintenir pour un temps, avec ses différentes composantes engagées dans des manœuvres parlementaires. Mais l'appareil bureaucratique stalinien est en train de se désagréger, et la Pologne glisse vers le chaos économique et l'anarchie politique.

La bureaucratie stalinienne polonaise a créé une situation où il lui est impossible de continuer d'exister en tant que caste parasitaire en équilibre entre le capitalisme mondial et l'économie socialisée. Pour payer les banquiers occidentaux, il faut imposer un niveau d'austérité qui garantit des grèves massives, la chute de la productivité, l'effondrement de la discipline du travail. Ajoutons à cela la perspective d'un soulèvement populaire. Dans une manœuvre désespérée, les échelons supérieurs de la bureaucratie autour de Jaruzelski ont cherché à faire partager à Walesa et Cie la responsabilité de ce traitement de choc économique.

En même temps, nombre d'apparatchiks haut placés, après avoir conduit l'économie au désastre, essaient de tirer leur épingle du jeu en se transformant en capitalistes privés. Le prototype de cette couche sociale est l'ancien ministre de l'industrie Mieczyslaw Wilcz, qui est à la fois entrepreneur privé millionnaire et membre du POUP. Dans le *New York Review of Books* du 15 juin, Timothy Garton Ash écrit que « le processus aux termes duquel des membres de la nomenklatura se lancent dans l'entreprise privée, en utilisant le pouvoir et les relations qui vont avec leurs responsabilités officielles, se développe à un rythme soutenu ». Ash note les avantages qu'il y a à « dédommager certains membres de la nomenklatura pour la perte de leur pouvoir politique, et de la diviser entre ceux qui vont y gagner et ceux qui vont y

perdre. On pourrait appeler ça la théorie de la « prise de contrôle de la nomenklatura » ».

LA CRISE DU REGIME STALINIEN

Les événements polonais sont le reflet d'une crise plus générale du stalinisme. En Hongrie, le parti dirigeant est divisé, la majorité se désignant elle-même comme social-démocrate, tandis qu'a proliféré une myriade de partis d'opposition de droite. Et pas loin derrière, il y a le président soviétique Mikhaïl Gorbatchev. Quand le chef du POUP, Mieczyslaw Rakowski, a tenté de s'accrocher à d'autres portefeuilles ministériels que ceux de la Défense et de l'Intérieur, Walesa lui a dit d'« arrêter de faire des vagues », et Gorbatchev lui a signifié le même message au cours



Der Spiegel

A gauche, une organisation étudiante liée à Solidarność arbore le portrait de Pilsudski, le dictateur fascisant de la Pologne de l'entre-deux-guerres. A droite, Gdansk, 27 avril — Walesa et son parrain George Bush.

d'une conversation téléphonique de quarante minutes. A un niveau plus fondamental, les événements polonais sont l'aboutissement logique des « réformes » de la perestroïka de Gorbatchev. Nous avons dit que ce programme de « socialisme de marché » renforçait les éléments contre-révolutionnaires, et en Pologne ceux-ci sont sur le marche-pied du pouvoir. Cela aura une influence directe sur la situation en Union soviétique, et en particulier dans les Pays baltes, où derrière la revendication d'« autodétermination », on assiste à la montée des forces de la contre-révolution.

Que ce soit en Pologne ou dans les Pays baltes, la contre-révolution ne sera pas le processus « pacifique » et « évolutif » que dépeignent Brzezinski et d'autres, mais un pogrom sanglant. Car à mesure que le nationalisme polonais catholique l'emporte, un anticommunisme et un antisémitisme virulents apparaissent au grand jour. Walesa est un admirateur déclaré de Pilsudski, le dictateur fascisant de la Pologne d'avant-guerre ; il a demandé au groupe parlementaire de Solidarność de débiter sa première réunion en chantant « Nous la première brigade », l'hymne des légions de Pilsudski. On peut juger combien ces attitudes sont profondément ancrées à travers le cas de Bronislaw Geremek, le principal conseiller de Walesa, que beaucoup considéraient comme le candidat évident pour le poste de premier ministre. Le *Guardian* de Londres du 18 août écrit que Geremek « a subi les attaques de la droite catholique romaine à cause de son appartenance passée au parti communiste, et parce qu'il est juif ». Et l'antisémitisme virulent de la hiérarchie catholique polonaise est apparu au grand jour dans l'affaire du carmel installé en 1984 dans le bâtiment du camp d'extermination d'Auschwitz qui servait d'entrepôt pour le gaz Zyklon B. Sous la pression des organisations juives indignées, les responsables de l'Eglise polonaise s'étaient engagés, en 1986, à déménager

avant le 22 février 1989 le carmel dans un centre pour le dialogue judéo-chrétien qui devait être construit à proximité. Soutenues par l'épiscopat, les religieuses s'installaient au contraire pour de bon. Le 14 juillet, sept Juifs américains venus manifester contre le non-respect de l'accord étaient agressés et molestés par les habitants du village, curé en tête. Le 10 août, l'archevêque de Cracovie, Mgr Marcharski, annonçait officiellement que l'Eglise ne respectait pas ses engagements. Et le 26 août, le primat de Pologne, Mgr Glemp, devant ses ouailles rassemblées pour la fête de la Vierge noire de Czestochowa, accusait les Juifs d'aigrir « les sentiments de tous les Polonais » et de violer la souveraineté polonaise en réclamant de l'Eglise polonaise le respect de ses engagements, dénonçait le

village et inévitablement se répercutera dans l'armée. L'Etat socialiste s'écroulera, faisant place au régime capitaliste, ou plus exactement à l'anarchie capitaliste » (Oeuvres, tome 2).

Cependant, Trotsky insistait que cela ne signifie pas que la situation est sans espoir. Avec la venue du prolétariat à l'activité, l'appareil stalinien restera suspendu en l'air : « La véritable guerre civile pourrait éclater non pas entre la bureaucratie stalinienne et le prolétariat qui la soutient, mais entre le prolétariat et les forces actives de la contre-révolution. D'un rôle indépendant de la bureaucratie, au cas d'un conflit des deux camps de masse, il ne peut être question. Ses flancs opposés se répartissent sur les divers côtés de la barricade [...]. En tout cas, la victoire du camp révolutionnaire n'est conce-



AP

pouvoir des Juifs dans les médias et lançait : « Cher peuple juif, ne nous parlez pas en position de nation qui se dresse contre toutes les autres » (le Monde, 29 août). Cette diatribe antisémite est d'autant plus sinistre qu'elle fait suite à une déclaration provocatrice du pape Wojtyla évoquant « l'infidélité d'Israël envers son dieu » (le Monde, 6-7 août), thème traditionnel de l'antisémitisme catholique, et que le Vatican a réagi aux propos de son vicaire Glemp par un silence approbateur.

CONTRE-REVOLUTION ET GUERRE CIVILE

Il y a plus de cinquante ans de cela, en octobre 1933, Léon Trotsky, dans un article fondamental, « La Quatrième Internationale et l'URSS - La nature de classe de l'Etat soviétique » - Etat qu'il avait caractérisé comme un Etat ouvrier bureaucratiquement dégénéré - avait anticipé un processus remarquablement similaire à ce qui se passe aujourd'hui en Pologne. Trotsky écrivait : « La bureaucratie n'est pas une classe dominante. Mais le développement ultérieur du régime bureaucratique peut mener à l'apparition d'une nouvelle classe dominante : non pas par la voie organique de la dégénérescence, mais au travers de la contre-révolution. » Et il soulignait que l'étranglement du parti, des soviets et des syndicats provoquait une atomisation du prolétariat : « La première grande secousse sociale, extérieure ou intérieure, peut mener la société soviétique atomisée dans une situation de guerre civile. Les ouvriers, qui ont perdu le contrôle sur l'Etat et sur l'économie, peuvent recourir à des grèves de masse, comme instrument d'autodéfense. Sous la poussée des difficultés économiques, les trusts seront obligés de rompre avec le principe de la planification et d'entrer en concurrence l'un avec l'autre. L'ébranlement du système trouvera, certainement, un écho bruyant et chaotique au

vable que sous la direction d'un parti prolétarien qui, par la victoire sur la contre-révolution, serait naturellement élevé au pouvoir » (Ibid.).

Il existe aujourd'hui en Pologne une ouverture pour la construction d'un parti révolutionnaire prolétarien, en particulier parce que les travailleurs ne luttent pas seulement contre le régime stalinien discrédité, mais aussi contre Walesa et Cie.

LES TRAVAILLEURS EN GREVE CONTRE LES ORDRES DE SOLIDARNOSC

Les racines des événements actuels en Pologne remontent à la vague de grèves de l'année dernière. Les staliniens ont tenté de s'en sortir en négociant, via une série de « tables rondes » qui ont conduit à la légalisation de Solidarność et à la tenue d'élections générales le 4 juin. Les dites élections ont vu les staliniens être défaits à plate couture. Alors que pratiquement la totalité des candidats de Solidarité ont été élus au premier tour, presque tous ceux de la « liste nationale » du POUP ont été battus, même quand ils étaient les seuls candidats - les électeurs manifestant alors leur hostilité en rayant leurs noms des bulletins de vote. Solidarność a obtenu 99 des 100 sièges de la chambre haute du parlement, et détient maintenant un tiers des sièges au Sejm. Cet arrangement était censé garantir un gouvernement dirigé par le POUP, mais quand les partis qui étaient autrefois les satellites dociles des staliniens (le Parti paysan unifié et le Parti démocrate) se sont ralliés à Solidarność, le général Kiszczak a abandonné sa tentative de constituer un cabinet.

Les dirigeants de Solidarność sont « retournés chez eux » à Gdansk le dimanche 20 août. Mazowiecki et Walesa y ont assisté à une messe solennelle. Sur le parvis de l'église, Walesa a dû

Suite page 14

Le lien vivant entre la Révolution française et Marx

Hommage à Philippe Buonarroti

Au moment où Mitterrand organisait son bicentenaire-mascarade de la Révolution française, la Ligue trotskyste tenait, le 22 juillet, sa Journée d'étude sur le thème: « L'héritage de Babeuf et de Buonarroti - Les marxistes et la Révolution française ». L'orateur principal en était Joseph Seymour, membre de la Spartacist League américaine et du comité exécutif international de la LCI et auteur, entre autres, de *Marxism and the Jacobin Communist Tradition*, *Lenin and the Vanguard Party*, *Pourquoi l'URSS n'est pas capitaliste* et le « Socialisme de marché » en Europe de l'Est.

Le camarade Seymour, traçant un large tableau de la Révolution française et des débats qu'elle a suscités depuis, dégagera son impact et l'enjeu qu'elle représente toujours dans la lutte des classes: « En un sens, la véritable grandeur de la Révolution française est ressentie d'une manière plus aiguë à l'extérieur qu'à l'intérieur de la France. En France, la Révolution est associée au drapeau tricolore. Mais à l'étranger, elle est toujours associée au drapeau rouge [...]. »

« En tant qu'événement historique, il est certain que la Révolution française est terminée. Elle a réalisé les tâches de la révolution démocratique beaucoup plus radicalement et complètement que toutes les autres révolutions [bourgeoises]. Mais pour la raison même qu'elle est devenue quelque chose de plus qu'une révolution bourgeoise terminée depuis longtemps - un symbole de la lutte des exploités et des opprimés pour une société juste et égalitaire -, on continue à se battre sur la Révolution française et on continuera à se battre jusqu'à ce que la liberté, l'égalité et la fraternité soient réalisées dans un monde communiste. »

Le matin même de cette Journée d'étude, nous organisons au cimetière Montmartre deux commémorations: l'une sur la tombe du dirigeant babouviste Philippe Buonarroti, qui fut le lien vivant entre la Révolution française et Karl Marx, et l'autre sur la tombe du poète et révolutionnaire juif

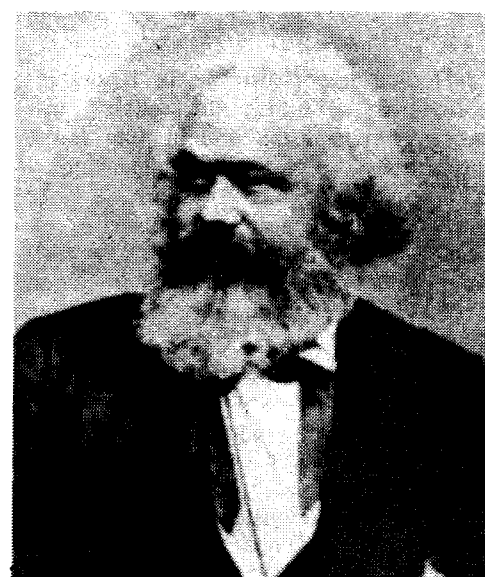
Selmar Hess, éditeur, New York



Arch. IML
Gracchus Babeuf (1760-1797)



Kurt Desch
Philippe Buonarroti (1761-1837)



Mayall/Progress
Karl Marx (1818-1883)

allemand Heinrich Heine. Comme l'expliquera le camarade Peter Grün dans son discours prononcé au nom de la *Trotskyistische Liga Deutschlands*, Heine, compagnon de route de Marx et d'Engels, « obligé de se réfugier à Paris en 1831 y a pris conscience des idées de Saint-Simon, de Blanqui, de Babeuf. Il a adhéré à la Ligue des justes, la société des artisans allemands révolutionnaires qui était le précurseur de la Ligue des communistes [...]. Il est donc juste d'honorer la mémoire de Heinrich Heine, un des chaînons dans la série des révolutionnaires qui nous lient, nous marxistes, à la grande Révolution française. »

Nous reproduisons ci-dessous le discours donné, pour la Ligue trotskyste, par le camarade Jean Thimbault sur la tombe de Buonarroti. (Nous publierons ultérieurement l'intégralité du rapport présenté par Joseph Seymour.)

* * * * *

Je voudrais d'abord commencer par lire l'inscription que les disciples de Philippe Buonarroti ont voulu déposer sur sa tombe, sur son monument funé-

raire en 1837: « Philippe Buonarroti, né à Pise (Toscane) le 11 novembre 1761; naturalisé français par décret de la Convention nationale du 27 mai 1793; décédé à Paris, le 16 septembre 1837. »

« "Ma vie orageuse, troublée, remplie de sacrifices et de douleurs, empreinte de la soif ardente du bonheur des autres, c'est là ce que vous avez à juger..." (Défense [de Buonarroti]: Haute Cour de Vendôme, le 21 floréal an V de la République [après le coup d'Etat du 9 Thermidor]). »

« Condamné à la déportation, frappé de mort civile, dans les cachots, en exil, au travers des plus cruelles persécutions, il n'en poursuivit pas moins son œuvre. Rien ne put ébranler son courage. Il vécut pour l'humanité. »

Il y a un peu plus de cent cinquante ans, mourrait Philippe Buonarroti, ancien cadre révolutionnaire jacobin, ancien dirigeant communiste (aux côtés de Gracchus Babeuf) de la Conspiration des Egaux. Il avait soixante-quinze ans.

A ses obsèques, ils étaient quinze cents à suivre le convoi funéraire. Un exemplaire de son livre, *la Conspiration des Egaux* - véritable bréviaire pour les

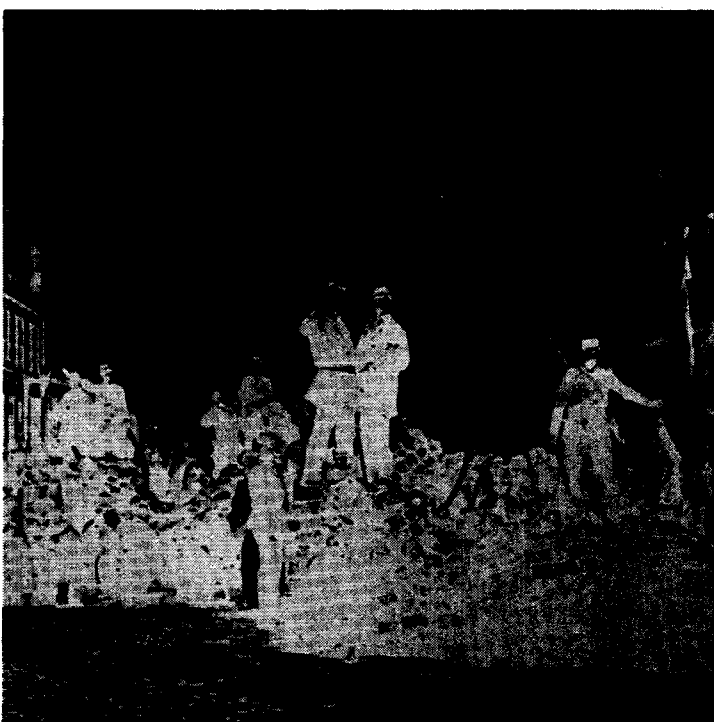
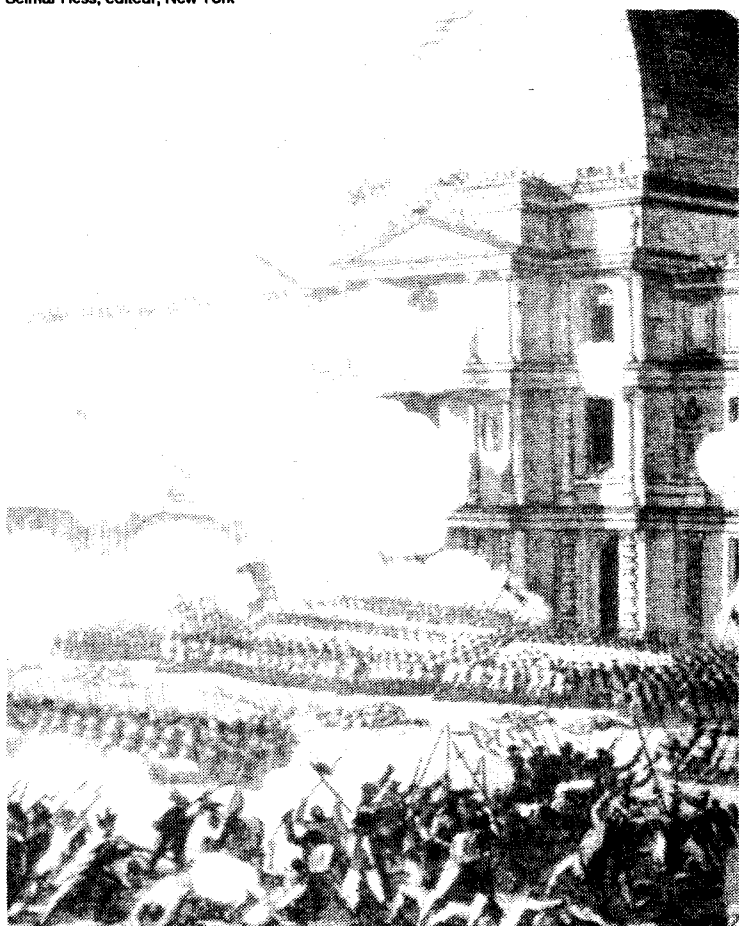
révolutionnaires européens d'alors - sera déposé avec lui pour symboliser - si l'on en croit le certificat d'inhumation - la volonté de soustraire cet ouvrage aux outrages des hommes et de le transmettre à la postérité la plus éloignée. Sur sa tombe, ici même, un ouvrier placera une couronne de feuilles de chêne avec ces mots: « Buonarroti, grand citoyen, ami de l'égalité, le peuple te décerne cette couronne; l'Histoire et la postérité continueront cette ovation. »

Nous, trotskystes, membres de la Ligue communiste internationale (quatrième-internationaliste), tenons effectivement ici à continuer, à l'occasion du bicentenaire de la Révolution française, à honorer Buonarroti et tous ces combattants babouvistes qui, les premiers, ont tenté d'instaurer par l'action révolutionnaire le communisme. De ce point de vue, nous sommes leurs héritiers.

Buonarroti est donc né en 1761 en Italie, plus exactement à Pise, descendant, dit-on, de Michel-Ange. En 1789, quand éclate la Révolution française, Buonarroti rejoint la Corse, alors française, pour s'engager totalement dans la lutte révolutionnaire. Il sera notamment commissaire national auprès du tribunal de Corte. Il participera à la tentative de débarquement révolutionnaire en Sardaigne, alors féodale. A Paris, il se lie avec le milieu jacobin. Il semble même avoir fréquenté la maison où logeait Robespierre, la maison des Duplay - les Duplay qui, plus tard, seront eux aussi impliqués dans la Conspiration des Egaux.

Il se verra confier plusieurs missions par le gouvernement révolutionnaire. Et le 9 Thermidor le surprend alors qu'il gouvernait la principauté d'Oneglia, un petit territoire à l'est de Menton qui avait été arraché par la révolution au Royaume du Piémont. Emprisonné, il va rejoindre dans les geôles thermido-riennes des anciens robespierristes et des anciens hébertistes qui tirent alors le bilan de cette révolution dont ils attendaient, comme on disait à l'époque, le « bonheur commun », l'émancipation du genre humain, la réalisation des principes de fraternité, de liberté, d'égalité qui furent ceux des Lumières, qui furent les principes mêmes de la Révolution française depuis 1789. Ce bilan que tire toute cette tendance jacobine de gauche regroupée autour de Gracchus Babeuf, c'est que ces principes

Suite page 13



A gauche, la prise du palais des Tuileries, le 10 août 1792. Ci-dessus, une barricade de la Commune de Paris de 1871, le premier gouvernement ouvrier. La Révolution française a été le point de départ historique du mouvement communiste.

Le « socialisme de marché » ne fait qu'accroître le chaos

Pour la révolution politique ouvrière en URSS !

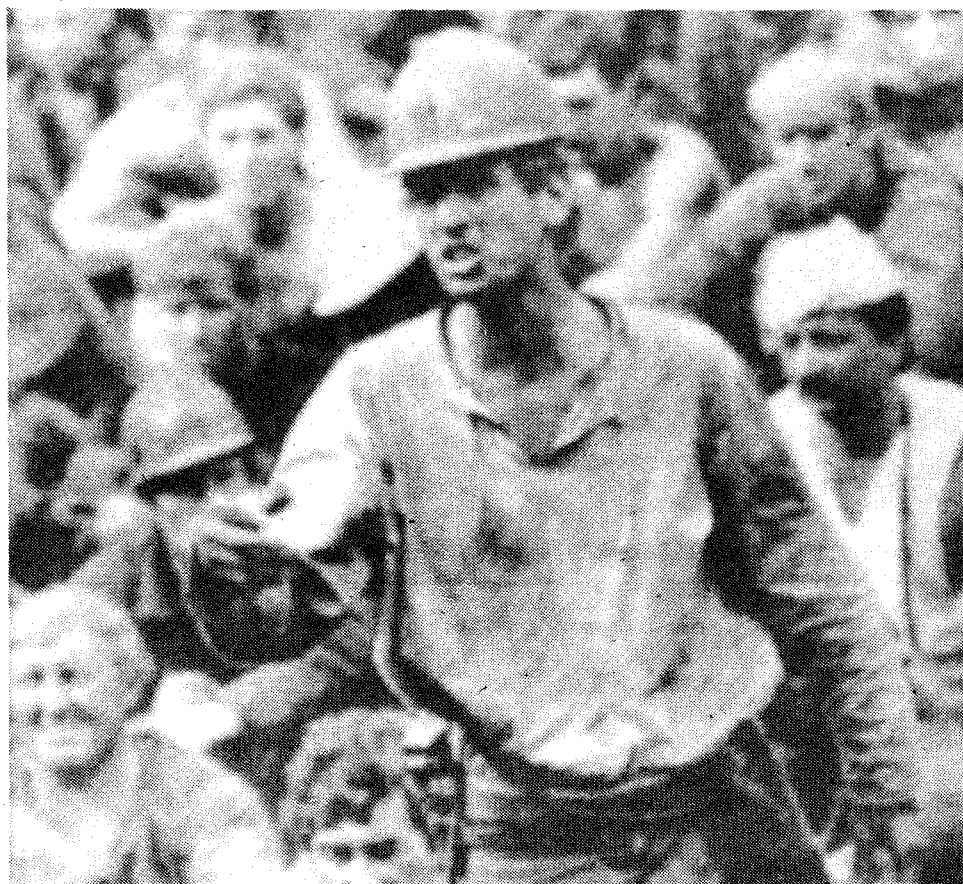
Depuis la victoire de la révolution d'Octobre 1917, les différentes puissances impérialistes vouent une haine implacable à l'Union soviétique. Aujourd'hui encore, 65 ans après que la caste bureaucratique antirévolutionnaire de Joseph Staline l'a emporté sur l'Opposition de gauche dirigée par Léon Trotsky, l'impérialisme mondial continue à s'en prendre à l'URSS. L'hostilité constante des capitalistes montre d'une façon éloquente que l'appareil de Staline, même s'il a pu exproprier politiquement la classe ouvrière soviétique, a été obligé de se baser sur les formes de propriété socialistes issues de la révolution. La défense militaire inconditionnelle de l'URSS contre l'impérialisme reste le devoir de tout ouvrier dans le monde. Mais c'est l'héritage de Staline et de ses successeurs que le prolétariat d'Union soviétique doit combattre, dans une guerre civile de Jalalabad à Riga, afin de défendre et d'étendre les acquis d'Octobre.

Ce sont les crimes de Staline et de l'appareil qu'il a dirigé et personnifié qui ont créé la situation qui a mené à l'impasse dans laquelle se trouve aujourd'hui l'URSS. Et ces crimes sont loin de s'être limités à l'Union soviétique. La ligne trompeuse du « socialisme dans un seul pays » a amené la destruction de l'Internationale communiste. Cela a fait avorter la lutte révolutionnaire du prolétariat, qui aurait pu empêcher la montée du fascisme en Allemagne et cela a, du même coup, fourvoyé le prolétariat dans la voie du front-populisme, politique contre-révolutionnaire de collaboration de classe. Cette ligne porte donc d'énormes responsabilités dans le cours de l'histoire qui a suivi.

A cause des trahisons du stalinisme, la Deuxième Guerre mondiale n'a pas débouché sur les victoires révolutionnaires dont elle était grosse. A la fin de la guerre, les vieilles puissances impériales d'Europe étaient militairement dévastées, politiquement entachées de fascisme ; leur emprise sur leurs empires coloniaux était affaiblie et ébranlée. Tout ce qu'il restait à faire, c'était de les jeter dehors, et le prolétariat en avait les moyens à sa portée. Mais au lieu de cela, Staline a requinqué ses alliés occidentaux « démocratiques », redonné au capitalisme un nouveau sur-sis, une chance de se restablir sur la base de la défaite des ouvriers et d'une redivision du marché mondial. Voilà ce que nous a légué le « socialisme dans un seul pays », et la bureaucratie de Gorbatchev est en train de continuer sur cette voie.

PERESTROIKA ET GLASNOST

Gorbatchev et ses partisans essaient comme des forcenés de surmonter le parasitisme bureaucratique, la corruption et l'aliénation ouvrière et intellectuelle qui l'accompagnent et qui ont conduit à la stagnation économique de l'Etat ouvrier dégénéré soviétique. La voie qu'ils ont choisie pour leur « restructuration », appelée perestroïka, est celle du socialisme de marché et de la décentralisation économique. Mais comme l'a montré l'expérience des Etats ouvriers déformés yougoslave et chinois, cette politique ne fait qu'intensifier



TASS via Reuters

Un mineur prend la parole devant une assemblée générale des grévistes à Prokopijsk en Sibérie, en juillet dernier. Les grèves des mineurs ont secoué l'URSS, et la bureaucratie a fait des concessions en toute hâte.

toutes les contradictions inhérentes aux régimes d'usurpation bureaucratique et génère de fortes tendances à la contre-révolution capitaliste.

C'est une ironie de l'histoire que les héritiers de Staline se soient trouvés obligés, pour maintenir leur domination, de permettre une libéralisation politique (glasnost) véritable même si elle est limitée. Ce qui frappe dans la vie politique et intellectuelle en URSS aujourd'hui c'est ce torrent de critique et de dissidence, que ce soit dans la bureaucratie ou dans l'intelligentsia. Dans ce flot, on ne peut que remarquer l'absence de courant marxiste significatif. Cela donne à la fois la mesure des limites de la glasnost, des appétits de classe non ouvriers de larges couches de l'intelligentsia soviétique (qui aujourd'hui recouvre et interpenètre largement la bureaucratie) et de l'efficacité avec laquelle des décennies de répression bureaucratique ont pu corrompre et discréditer les idéaux du socialisme.

L'« ouverture » actuelle de l'URSS est une occasion de construire un authentique parti communiste et il faut la saisir, pour remettre le premier Etat ouvrier du monde sur la voie de Lénine et Trotsky. En même temps, elle révèle et accentue les forces centrifuges que la bureaucratie a générées et qui la déchirent. La principale de ces forces centrifuges est l'explosion des antagonismes nationaux qui balaient l'URSS.

LES CONFLITS NATIONAUX DEBORDENT

Au Kazakhstan, en Arménie, en Azerbaïdjan, en Géorgie et en Ouzbékistan, le régime a dû avoir recours à la force armée pour réprimer des manifestations nationalistes, des grèves, des émeutes, des pogroms. Dans les Répu-

bliques-baltes, des nationalistes, dont des éléments dirigeants de la bureaucratie, proclament leur indépendance vis-à-vis de Moscou, se réclament ouvertement de l'héritage des régimes de terreur blanche de l'entre-deux-guerres, et souhaitent la restauration du capitalisme. Les grondements du nationalisme se font entendre de Biélorussie et d'Ukraine. Les plus menaçants de tous sont peut-être les fascistes grand-russes organisés dans Pamiat. Les tensions nationales sont arrivées à un point tel que Gorbatchev s'est senti obligé de prononcer un discours à la télévision, diffusé dans toute l'Union soviétique, pour demander que l'on mette un frein aux passions nationales et affirmer que la bureaucratie ne tolérera pas les tentatives de sécession.

Les détonateurs qui ont déclenché ces explosions sont de natures variées. Il y a quelques années, de violentes émeutes éclataient au Kazakhstan quand Gorbatchev limogea un Kazakh proche de Brejnev à la tête de la république,

pour le remplacer par un Russe. Les troubles récents au Kazakhstan se développent sur le terreau de l'amertume causée par le manque d'emplois, en particulier pour les jeunes Kazakhs. En Ouzbékistan, la jeunesse, mécontente à cause du chômage qu'a créé la mécanisation de la culture du coton, a formé le noyau central et agissant des foules qui ont organisé un pogrom contre les Meshkets, un peuple turcophone exilé en Ouzbékistan par Staline à la fin de la Deuxième Guerre mondiale. Le mécontentement en Ouzbékistan a été encore aggravé par une baisse importante du prix que l'Etat était prêt à payer pour le coton. Il a fallu plus de 12 000 soldats pour arrêter les émeutiers qui se sont lancés dans des attaques armées contre les avant-postes de la police et de la milice. Des dizaines de milliers de Meshkets ont été évacués vers la Russie à la suite de ces soulèvements.

En Arménie, des grèves et des manifestations de masse impliquant pratiquement toute la population ont réclamé le transfert immédiat de la région autonome du Nagorny-Karabakh, à 85 % arménienne, de la juridiction de la République d'Azerbaïdjan à celle de la République d'Arménie. Le Soviet suprême, face à cette revendication des Arméniens, a au contraire décidé de maintenir le statu quo. Depuis, la région est sous la loi martiale et connaît des explosions de violence communaliste dévastatrices. Des dizaines de milliers d'Arméniens vivant depuis longtemps en Azerbaïdjan ont dû fuir en Arménie, de même que des milliers d'Azeris habitant en Arménie ont dû partir de chez eux.

Ce qui est derrière le mouvement arménien, c'est un désir d'accroître les avantages culturels et économiques de l'Arménie par rapport aux autres nationalités d'URSS. Ces manifestations montrent à quel point les fissures dans la bureaucratie peuvent générer des luttes sociales explosives. Mais le stalinisme et le nationalisme petit-bourgeois ne fournissent pas de programme capable de satisfaire les aspirations légitimes des masses travailleuses. En conséquence, ces aspirations sont facilement fourvoyées dans l'impasse de conflits ethniques meurtriers et suicidaires.

AUTODETERMINATION ET SOCIALISME

Les trotskystes sont pour le droit à l'autodétermination des différentes na-



Cambridge 16

Des Turcs meshkets fuient les pogroms de juin en Ouzbékistan.

tions de l'URSS - c'est-à-dire le droit de sécession et de former un Etat séparé - sauf lorsque cela sert de couverture à une contre-révolution. Nous ne considérons pas les frontières actuelles des diverses entités qui composent l'URSS comme sacro-saintes. Les staliniens sont incapables d'arriver à une solution démocratique à cette question qui implique nécessairement un programme économique capable de satisfaire les besoins des peuples de toutes les régions du pays. L'échec de la politique de la bureaucratie crée de puissantes tendances à la contre-révolution capitaliste cachée derrière la feuille de vigne de l'autodétermination nationale. Il faut s'opposer à de telles tendances et les dénoncer; cela fait partie de la lutte pour reforge un parti ouvrier communiste authentique en URSS.

Les pseudo-trotskyistes comme ceux qui sont dans le Secrétariat unifié d'Ernest Mandel ou qui tournent autour font du tort à la cause de tous les travailleurs soviétiques avec leur suivisme vis-à-vis de toutes les manifestations de nationalisme qui voient le jour en URSS. Ainsi par exemple, Marilyn Vogt-Downey écrit pour la Fourth Internationalist Tendency américaine, dans le numéro de juin de *Bulletin in Defense of Marxism*: «Même si pour l'instant aucun de ces mouvements ne semble avoir directement remis en question les principes à la base de la restructuration économique qui est en train d'affaiblir les fondements de l'Etat ouvrier - certains ont même préconisé des mesures plus radicales pour démanteler ces fondements -, les mouvements restent contradictoires. Comme ils ont une base de masse, ils vont inévitablement refléter les réels besoins des masses au fur et à mesure que les résultats de la perestroïka deviennent évidents et que la lutte s'approfondit» [souligné par nous]. C'est une méthodologie comme celle-là qui a conduit le Secrétariat unifié à soutenir les Oustachis fascistes croates en Australie! La politique de la bureaucratie crée inévitablement les conditions pour une explosion sociale, mais l'issue de cette explosion - qui l'emportera - reste à déterminer. Toute



Basil Blackwell Inc.

Irkutsk, Sibérie, 1928 - Des militants de l'Opposition de gauche manifestent pour l'anniversaire de la révolution d'Octobre sous le mot d'ordre «Tournez le tir contre la droite, contre le koulak, le nepman et le bureaucrate - Pas en paroles mais dans les faits».

Union soviétique de «socialisme de marché». Les mouvements nationaux dans les Républiques baltes ont par contre ouvertement pris la voie de la contre-révolution capitaliste.

Ces républiques, bien que dans une situation géographique stratégique, sont minuscules. La grande question nationale pour l'URSS reste l'Ukraine qui a une importance militaire, industrielle et agricole énorme. L'ouest de l'Ukraine a été historiquement le centre des courants les plus réactionnaires du nationalisme ukrainien. La Pologne de Pilsudski l'avait occupée dans l'entre-deux-guerres et c'était la base d'opération du nationaliste bourgeois Petlioura. A la fin de la guerre civile, Petlioura, cyniquement, abandonnait ses prétentions sur le territoire occupé en échange de la protection polonaise et de la possibilité de diriger l'Ukraine comme marionnette polonaise.

C'est à de tels nationalistes que pensait Trotsky lorsqu'il avançait le mot d'ordre d'Ukraine soviétique indépendante en 1939. Car les conflits nationaux en URSS ne fonctionnent pas selon la logique de l'autarcie stalinienne. L'impérialisme mondial s'intéresse énormément à ces conflits et

au berceau la jeune république soviétique. En Ukraine, en Géorgie et dans les Pays baltes, les impérialistes sont devenus hypocritement partisans de l'«autodétermination».

Ainsi, l'impérialisme allemand présida à la naissance d'une Ukraine «indépendante» et, en alliance avec l'impérialisme britannique, décida d'«autodéterminer» les Républiques baltes et la Géorgie. Les nationalistes bourgeois de ces futures républiques ne se décidèrent bien sûr à «s'autodéterminer» qu'après Octobre 1917. Auparavant, ils étaient les partisans des plus serviles d'un Etat bourgeois russe unitaire.

LES APPETITS BUREAUCRATIQUES ET L'ECONOMIE SOVIETIQUE

A partir du premier plan quinquennal, la puissance économique et militaire de l'Union soviétique a connu un développement énorme. Les masses travailleuses soviétiques ont payé très cher et fait d'énormes sacrifices pour que ce développement se réalise. Aujourd'hui, l'URSS est *grosso modo* arrivée à la parité militaire avec la principale puissance impérialiste, les Etats-Unis. C'est cela, et cela seulement, qui a empêché que l'impérialisme mondial ne démantèle l'URSS.

Mais malgré l'immense bond en avant de l'URSS, son économie a encore un retard important sur celles des pays capitalistes les plus développés en ce qui concerne la productivité du travail. De plus, les vieilles méthodes bureaucratiques d'investissement extensif de capitaux et d'emprunt technologique, qui ont dans le passé produit d'excellents résultats, quoiqu'à un prix économique et social très élevé, ont atteint leurs limites. L'URSS est freinée par une relative stagnation économique. Comme Trotsky l'avait observé avec beaucoup de perspicacité dans *la Révolution trahie*: «Dans l'économie nationalisée, la qualité suppose la démocratie des producteurs et des consommateurs, la liberté de critique et d'initiative, toutes choses incompatibles avec le régime totalitaire de la peur, du mensonge et de la louange.»

Les «réformes» de Gorbatchev recherchent une voie qui soit compatible avec le «socialisme dans un seul pays», c'est-à-dire la chimère d'une paix de désarmement avec l'impérialisme et la promotion d'un «socialisme de marché». Cela révèle de façon spectaculaire les aspirations d'une aile de la bureaucratie qui, pour s'assurer de continuer à bénéficier de ses privilèges économiques, est prête à dévorer l'Etat ouvrier morceau par morceau. Trotsky très tôt remarquait l'attraction magnétique des couches privilégiées soviétiques pour les manières et les mœurs des snobs bourgeois les plus accomplis. On trouve en tête, bien sûr, les membres du gouvernement soviétique les plus haut placés, diplomates, experts économiques, directeurs de trusts, etc.

que leur travail met quotidiennement en contact avec ces élites bourgeoises.

L'URSS produit aujourd'hui beaucoup plus de surplus social qu'au temps de Staline. Maintenant qu'il n'y a plus les purges sanglantes auxquelles Staline avait recours pour faire son tri dans la bureaucratie, les ambitions et les occasions de se remplir les poches, pour une bonne partie des couches supérieures de la société soviétique, ont pu augmenter en conséquence. Il n'est donc pas surprenant de retrouver le reflet de cette réalité dans les théories de certains économistes de la perestroïka dont la passion pour les effets du marché embarrasserait Adam Smith lui-même!

Pourtant, l'établissement du socialisme de marché ne fera que reproduire toutes les distorsions dont on a déjà pu clairement constater l'existence en Yougoslavie et en Chine. On verra se dresser usine contre usine, industrie contre industrie, nouvelles usines contre vieilles usines, industrie contre consommateurs et agriculture - régions et nationalités se monteront les unes contre les autres. Ces circonstances permettront à la bureaucratie de continuer à jouer son rôle d'arbitre seulement si elle s'étend énormément, comme elle l'a d'ailleurs fait en Yougoslavie. Le socialisme de marché va inévitablement mener à l'abandon du monopole du commerce extérieur, qui à son tour mènera inévitablement à la pénétration incontrôlée de l'économie par le capitalisme mondial, ce qui prépare le terrain à la restauration capitaliste.

LE NEO-BOUKHARINISME

L'essentiel de la vision idéologique (dans le sens de fausse conscience) de l'intelligentsia de la perestroïka se voit dans son incompréhension totale du tournant qu'a fait la fraction de Staline lorsqu'elle est passée de la NEP à la collectivisation de l'agriculture. Pour elle, c'est simplement une question de «bons» (Boukharine, Rykov et Tomsy) qui ont perdu face au «mauvais» Staline. La solution à ce problème est donc simple: revenir sur la voie de la NEP. Mais en politique, la question est surtout «qui l'emportera» et les différents antagonistes reflètent en fin de compte les différents intérêts de classe. La NEP a eu des conséquences qui ne sont pas que de vilains mots staliniens. Le développement des koulaks, la montée des intermédiaires, l'intensification de la polarisation de classe à la ville comme à la campagne - tout cela a en fait contribué à bâtir le pouvoir et la conscience d'elle-même de la bureaucratie stalinienne naissante et à la suppression totale de la démocratie dans le parti et dans les soviets. La NEP a été mise en place par Lénine comme expédient pour remédier aux dégâts de la guerre civile, mais pour ses épigones, et principalement Boukharine et Staline, c'était la clause sine qua non de leur politique intérieure - la solution algébrique du «socialisme dans un seul pays».

Dès 1923, Trotsky s'alarmait de l'écart entre les prix de l'industrie et ceux de l'agriculture, les fameux «ciseaux», écart qui risquait de produire une profonde rupture entre les villes et les campagnes, et mettait en danger la dictature du prolétariat. En 1926 déjà, près de 60% du blé destiné au commerce était entre les mains de seulement 6% des cultivateurs! L'incapacité du régime à fournir à la paysannerie des biens industriels conduisit à la grève du grain qui menaça les villes de famine. C'est cette crise qui mena finalement Staline à rompre avec Boukharine.

Dans la mesure où ils sont capables de traiter la question, c'est là que les philistins gorbatchéviens font appel au Staline de 1923-27 pour accuser le Staline de 1928-29 d'avoir été gagné au

Suite page 10



Der Spiegel

Manifestation à Erevan avec des portraits de Gorbatchev.

l'expérience du mouvement ouvrier laisse à penser que si un nouveau parti communiste ne se forge pas sur la base programmatique de la Quatrième Internationale de Trotsky, l'issue ne sera pas favorable au prolétariat soviétique.

NATIONALISME ET CONTRE-REVOLUTION

Il faut faire une distinction entre les différents conflits nationaux qui ont éclaté. Ceux qui ont lieu dans le Sud et en Asie centrale semblent pour l'instant être similaires à ceux qui font rage en Yougoslavie - c'est-à-dire que les différentes nationalités se battent pour s'assurer une «part équitable» dans une

comprend bien que le nationalisme est une idéologie bourgeoise à l'antithèse du socialisme. Ses principaux partisans en Union soviétique sont dans les couches petites-bourgeoises - les spéculateurs, les parasites, des pans de l'intelligentsia et de la bureaucratie, tous susceptibles d'être soudoyés par l'impérialisme.

Les impérialistes, en premier lieu l'impérialisme américain, nous jouent la chanson de la «démocratie» et de l'«autodétermination» pour l'URSS, l'Europe de l'Est et la Chine. C'est une vieille rengaine. Après la victoire de la révolution d'Octobre 1917, quatorze armées capitalistes sont intervenues du côté des blancs pour tenter d'étouffer

Révolution politique...

Suite de la page 9

« trotskysme ». En fait, la politique de collectivisation forcée et d'industrialisation effrénée fut une parodie tardive et bureaucratique du programme des oppositionnels de gauche qui, de toute façon, n'ont eu loisir d'observer ces événements que de leur exil sibérien, où la fraction Staline-Boukharine les avait envoyés.

Du point de vue de son développement économique, l'URSS de Gorbatchev a fait du chemin depuis 1928-29. Mais si les boukhariniens l'avaient emporté et que la NEP s'était poursuivie, il n'est absolument pas certain qu'il y aurait encore une Union soviétique aujourd'hui. La politique des gorbatchéviens repose le problème de savoir si demain il y aura encore une Union soviétique.

Dans *la Révolution trahie*, Trotsky énumère les mesures qu'il faudrait prendre pour restaurer la propriété privée des moyens de production en Union soviétique : « Il [le nouveau pouvoir bourgeois] devrait avant tout donner aux kolkhozes faibles la possibilité de former de gros fermiers et transformer les kolkhozes riches en coopératives de production du type bourgeois, ou en sociétés par actions. Dans l'industrie, la dénationalisation commencerait par les entreprises de l'industrie légère et de l'alimentation. Le plan se réduirait dans les premiers temps à des compromis entre le pouvoir et les "corporations", c'est-à-dire les capitaines de l'industrie soviétique, ses propriétaires potentiels, les anciens propriétaires émigrés et les capitalistes étrangers. » Si on laisse de côté les propriétaires émigrés, dont la plupart ont aujourd'hui disparu, le scénario correspond presque à la perfection au programme des « réformateurs » gorbatchéviens les plus hardis. Comme le faisait remarquer Trotsky, la bureaucratie est nécessairement obligée de se chercher des soutiens dans les rapports de propriété. Pourtant, pour accomplir une telle transformation, ce ne sont pas des réformes qu'il faut, mais une



Musée d'Histoire de la révolution d'Octobre de Moscou (drapeau) & Boni and Liveright

Ci-contre, le drapeau des fusiliers lettons, bastion des bolchéviques pendant la révolution d'Octobre 1917. Le bataillon letton de Smolny arrive à Petrograd le 26 novembre 1917.

l'indépendance que pendant 20 ans, jusqu'à ce qu'elles soient occupées militairement puis annexées par l'Union soviétique en juin 1940, sont une cause célèbre des antisoviétiques de tout poil, la quintessence même des « nations captives ». C'est clairement pour des raisons militaires que Staline s'était emparé de ces territoires. A l'époque, Trotsky fit remarquer que bien que ces territoires aient été d'une importance stratégique, l'invasion par l'Armée rouge serait vue comme un acte de violence et non de libération, et cela faciliterait la mobilisation de l'opinion publique mondiale contre l'URSS. A la longue, disait-il, l'occupation par Staline ferait plus de mal que de bien.

Historiquement, les peuples baltes étaient des sujets de l'empire tsariste. En Estonie et en Lettonie, les villes étaient en grande partie russes, allemandes et juives et les campagnes étaient complètement dominées par les domaines des barons allemands ; les paysans baltes d'origine étaient essentiellement réduits à l'état d'ouvriers agricoles sans terres ou de métayers. En Lituanie, c'étaient les propriétaires terriens polonais qui faisaient la loi dans les campagnes, et Vilnius était peuplée de Polonais, de Juifs et de Russes.

La révolution d'Octobre a polarisé la région sur des lignes de classe. En Estonie et en Lettonie, en particulier, les paysans se sont regroupés en masse

aristocrate allemand devenu fasciste) de l'âpre guerre civile qui a eu lieu dans cette région entre les gros propriétaires terriens allemands et les « Baltes ». Les républiques bourgeoises qui furent installées à la place des soviétiques furent dès le départ des créatures des impérialismes allemand et britannique, vivant sous la protection des canons de la flotte britannique.

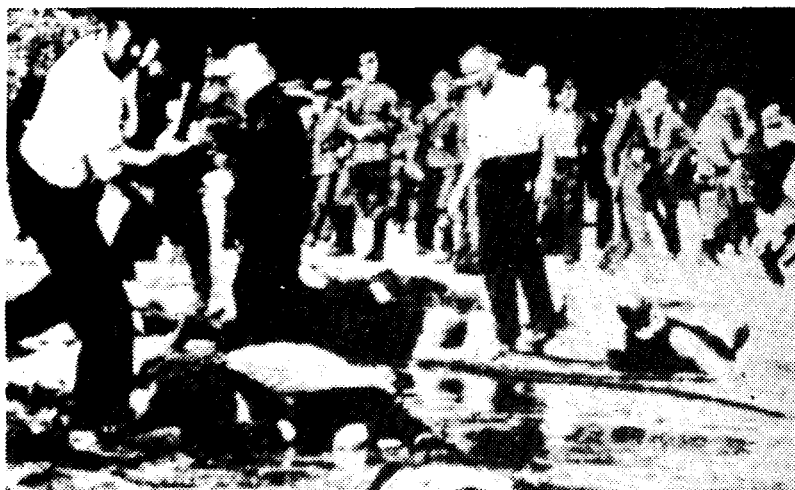
Au milieu des années 30, les Républiques baltes de l'entre-deux-guerres étaient devenues de petites copies conformes de la Finlande du baron Mannerheim ou de la Pologne de Pilsudski, qui essayaient de compenser leur petite taille par d'autant plus de férocité. Aujourd'hui, les quelques lamentables vestiges de ces classes dirigeantes s'accrochent à leurs « légations » qui ne doivent leur statut de « gouvernement en exil » qu'à la CIA. Tout récemment, on a réanimé ces fantoches. On a été jusqu'à émettre des « passeports ». Ils sont, en fait, tout ce qui reste qui puisse prétendre à être d'« anciens propriétaires émigrés » pour toute l'URSS.

L'impérialisme US flaire l'odeur du « refoulement » [du communisme] en Europe de l'Est et en URSS. Il a observé et acclamé la montée des Fronts populaires baltes qui aspirent ouvertement à une « solution finlandaise », c'est-à-dire un retour au capitalisme. Ces fronts sont liés aux ailes restaurationnistes de la bureaucratie, à

soviétique. Le 18 mai dernier, les Lituanais les ont imités et ont décrété un amendement à la constitution similaire ainsi que des mesures de contrôle de l'immigration en Lituanie. Les Lituanais ont aussi promulgué une déclaration affirmant leur désir d'être un Etat indépendant. Six jours plus tard, le Soviet suprême de Lituanie dispensait les citoyens de la république d'une nouvelle taxe décrétée par Moscou qui cherchait des fonds supplémentaires pour la remise en état des autoroutes. Selon un reporter de Elta, l'agence de presse officielle de Lituanie, « les automobilistes ont dit que la Lituanie ne devrait pas être obligée de payer pour les routes pourries de Russie » (*New York Times*, 25 mai).

En plus de ces mesures juridiques, les Estoniens ont également pris des mesures économiques pour créer un marché estonien qui soit coupé du reste de l'URSS. Ainsi, depuis début 1989, le gouvernement de la république a « temporairement » interdit aux citoyens et aux coopératives d'exporter des biens de consommation rares d'Estonie. D'après les *Izvestia* du 13 mars : « On a mis des restrictions sévères sur les envois par la poste, les chemins de fer et par avion. Une boîte de bonbons, un morceau de beurre, des sous-vêtements d'enfant sont maintenant des articles de contrebande. Inutile d'aller dans des magasins sans son passeport, beaucoup d'articles ne sont vendus qu'aux résidents de Tallin et de ses environs. On a déclaré la guerre aux acheteurs de l'étranger [...]. Les conséquences sont absolument imprévisibles. La télévision estonienne a montré un bureau de poste de Leningrad. Sur ses portes, une affiche : "On n'accepte pas le courrier à destination des Républiques baltes". Dans les provinces voisines, on ne vend plus d'essence aux voitures immatriculées en Estonie » (*The Current Digest of the Soviet Press*, vol. XLI, n° 12).

Le prochain objectif de la bureaucratie estonienne est d'avoir sa propre monnaie, distincte de celle d'URSS. D'après Indrek Tooma, président du conseil des ministres de la République socialiste soviétique d'Estonie : « Nous avons décrété que la compétence de la RSS d'Estonie s'étendait à l'organisation des banques et à la circulation fiduciaire, y compris l'introduction de notre propre monnaie, à l'établissement de l'ordre et du cours du change avec les autres monnaies, notamment le rouble en tant que monnaie commune de l'URSS [...]. Quant à la propriété, nous avons proclamé la diversité de ses formes, ce qui crée aussi les conditions pour une diversité des formes organisationnelles des entreprises » (*les Nouvelles de Moscou* n° 24, 9 juin). La législation que propose l'Estonie est de reprivatiser toutes les terres et de légaliser les entreprises privées de « petite taille » avec droit d'embaucher du personnel et d'amasser du capital. La propriété privée serait autorisée pour les étrangers. L'immigration en provenance du reste de l'URSS serait restreinte. Les Fronts et le Sajudis (Front



YIVO Institute & Turnley/Newsweek

Ci-dessus, les fascistes lituaniens et allemands battent à mort des Juifs dans les rues de Kaunas en 1941. A gauche, aujourd'hui les nationalistes défilent dans les rues de Kaunas derrière le drapeau de l'Etat bourgeois réactionnaire de l'entre-deux-guerres.

contre-révolution. On ne peut pas dérouler le film du réformisme à l'envers et c'est à la fois le dilemme de la bureaucratie et le danger mortel que la politique de Gorbatchev fait courir à l'URSS.

LES REPUBLIQUES BALTES : LA PERESTROIKA EN ACTION

Là où il y a le plus de chances que ces « réformes » se concrétisent, c'est dans les Républiques baltes de Lituanie, Lettonie et Estonie. Ces trois minuscules républiques, qui ne connurent

derrière le drapeau rouge du bolchévisme et les fusiliers lettons furent des troupes d'élite du nouveau pouvoir soviétique. De leur côté, la classe bourgeoise et celle des propriétaires terriens, qui avaient toujours été un appui des Romanov, se lancèrent dans la voie du séparatisme comme moyen de combattre la révolution. Les gouvernements soviétiques des Républiques baltes furent écrasés dans le sang par les troupes allemandes et polonaises. *Le Coup de Grâce* (1939) de Marguerite Yourcenar donne un aperçu qui fait frémir (et qui dépeint la mentalité d'un

la droite des partis de chacun de ces pays. La bureaucratie de Gorbatchev espérait que cette région, une des plus développées d'Union soviétique servirait de porte-drapeau à la perestroïka, qu'elle serait une version soviétique de la zone de libre-échange de la province de Canton en Chine. Mais les événements dans cette région ont acquis leur propre logique qui va probablement conduire à la collision avec Moscou plutôt qu'à long terme.

Le Soviet suprême d'Estonie a par deux fois légiféré pour donner à la république un droit de veto sur la loi

lituanien), qui ne sont pas entravés par des liens avec le parti, appellent ouvertement à l'indépendance et à une économie de style capitaliste. Environ un quart des membres du front sont aussi membres du parti communiste.

UNE CONTRE-REVOLUTION DEGUISEE EN LIBERATION NATIONALE

Lors des dernières élections au Congrès des députés du peuple, les populations autochtones des Républiques baltes ont fortement soutenu les candidats du Front populaire nationaliste. Un des facteurs qui explique ce soutien, c'est l'insécurité nationale très profonde, en particulier en Estonie et en Lettonie. Quarante pour cent au moins de la population d'Estonie et près de 50 % de la population de Lettonie est russe. Ces immigrés sont essentiellement des prolétaires attirés là par les grands complexes industriels construits depuis la Deuxième Guerre mondiale. Les propositions du front pour se débarrasser des Russes, jouant sur le chauvinisme, forment toute une gamme qui va de la fermeture des usines qui emploient une majorité de Russes à l'institution d'une citoyenneté spécifique à la république sur la base du nombre d'années de résidence et de la maîtrise de la langue locale.

En réaction, certains éléments de la bureaucratie en Estonie ont formé un « mouvement internationaliste » co-dirigé par un Russe et, fait intéressant, un Estonien sibérien. Les Estoniens sibériens, descendants d'Estoniens exilés

contradiction à laquelle est confronté le stalinisme d'aujourd'hui ; l'autre étant représenté par les récents événements de Chine. Là-bas, dix ans de socialisme de marché, de soi-disant réformés, ont mené le pays au bord de la révolution politique prolétarienne. Comme on peut le voir en Chine, les réformes du marché ne font qu'intensifier les problèmes d'inégalité et de corruption. Les fils de Zhao Ziyang, le « réformateur » limogé, par exemple, seraient parmi les deux capitalistes les plus riches de Chine. En même temps, les dix ans de « réformes économiques » auraient créé un surplus de main-d'œuvre agricole de 50 à 100 millions de personnes qui errent dans les campagnes.

Les hauts bureaucrates soviétiques opinent du chef devant les magasins de Yougoslavie et de Chine qui sont mieux achalandés en biens de consommation que ceux de l'URSS. Pourquoi pas ? Le gratin de la bureaucratie dans ces pays est sûr d'avoir accès à ces biens tout comme n'importe quel autre citoyen ayant les moyens de les payer. Le rationnement et les privilèges bureaucratiques sont tout simplement monétisés selon le principe capitaliste bien connu : à chacun selon ses moyens de payer, la raison d'être de la bureaucratie étant de s'assurer que ses membres sont payés les premiers et le mieux - une véritable association de consommateurs parasites avec des fusils. Les ouvriers soviétiques sont profondément attachés à l'égalitarisme socialiste et méprisent à juste titre les privilèges spéciaux de la bureaucratie -

Hongrie, 1956 - Des ouvriers sur un char soviétique capturé. La révolution politique ouvrière avait scissionné l'appareil bureaucratique stalinien.



près des masses avec le rôle qu'elle a joué dans les récents massacres.

L'EUROPE DE L'EST, LA POLOGNE ET LA HONGRIE

Les étudiants chinois ont peut-être manifesté une certaine sympathie confuse à l'égard des idéaux de la « démocratie » sans classe, mais, tout comme les masses qui les ont rejoints dans la révolte, ils l'ont fait derrière le drapeau rouge et en chantant l'Internationale. Si la révolte a pris un caractère de masse, c'est à cause de l'étendue de l'indignation qu'a inspirée la corruption généralisée et l'inégalité produites par la néo-NEP de la bureaucratie. Dans l'Etat ouvrier déformé polonais, les événements ont pris un autre cours. Les récentes élections au parlement polonais ont confirmé ce que tout le monde savait déjà, à savoir que le stalinisme polonais avait réussi à pousser la masse des ouvriers dans les bras des cléricaux-nationalistes et pro-capitalistes de Solidarnosc. La victoire de Solidarnosc, même si elle est limitée selon un accord préalable avec la bureaucratie, a gêné et profondément divisé les staliniens polonais. Les élections et les événements qui y ont conduit montrent aussi que Solidarnosc n'avait rien d'un syndicat. Seul un très petit pourcentage des candidats de ce « syndicat » étaient des ouvriers. Et des fissures commencent à apparaître entre le prolétariat et la direction de Solidarnosc qui a soutenu la fermeture des chantiers Lénine et qui s'oppose maintenant à ce que les ouvriers fassent grève. Pour la première fois depuis 1981 donc, il y a une réelle chance de scissionner la classe ouvrière polonaise de ce syndicat-maison de la CIA et du Vatican.

La Pologne est, sur le plan économique, un cas désespéré dont la dette vis-à-vis des banquiers impérialistes est

de près de 40 milliards de dollars. Les subventions à la Pologne en provenance d'URSS sont encore plus élevées. Et ni la bureaucratie ni Solidarnosc n'envisagent d'autre solution que des infusions supplémentaires de capital des impérialistes. Une très petite part de ces énormes sommes est allée dans des investissements économiques. Une grande partie de cet argent a servi à subventionner une paysannerie réactionnaire et peu productive qui s'accroche à ses petites exploitations privées.

Jusqu'à présent, il y a eu très peu de « réformes » du marché en Pologne. L'obstacle principal pour leur réalisation, c'est la combativité de la classe ouvrière polonaise que Solidarnosc aura du mal à retenir. Selon Lech Walesa, il pourrait y avoir une guerre civile si les réformes exigées de la Pologne créaient du chômage et faisaient diminuer les revenus : « Je suis assis sur un baril de poudre, et j'ai des doutes sur notre capacité d'y arriver » (New York Times, 12 juillet). Certes, certains éléments de la bureaucratie polonaise se font très bien à l'idée d'échanger leurs privilèges bureaucratiques contre les joies de devenir de petits, ou pas si petits, capitalistes, mais il y en a d'autres qui ne s'éloignent pas des leviers de la force armée, qui observent et qui attendent.

Dans la Hongrie voisine, le ministre d'Etat Imre Pozsgay déclare qu'il est « impossible de réformer la pratique communiste existant actuellement en Union soviétique et en Europe de l'Est [...] ». Ce système doit être liquidé. » Pozsgay voit à la place « un parti d'un nouveau type basé sur des idées européennes socialistes et social-démocrates » au lieu d'un « parti communiste réformé » (le Monde, 30 mai). Le régime vient de mettre en vigueur une série de mesures politiques et économiques. Les partis politiques d'opposition ont été légalisés. N'importe qui

Suite page 12



Chung/Asiaweek

Le spectre de la révolution prolétarienne hante les staliniens. Des ouvriers imprimeurs à Pékin en juin dernier.

en Sibérie et « russifiés », sont aussi méprisés par les nouveaux nationalistes d'Estonie. Le 14 mars, a eu lieu devant l'Hôtel de ville de Tallin une manifestation qui a rassemblé 4 000 ouvriers de langue russe. Ces ouvriers étaient excédés parce que la célébration de l'anniversaire de l'indépendance de l'Estonie bourgeoise le 24 février avait été officiellement approuvée et qu'on avait même subrepticement, dans la nuit, enlevé le drapeau rouge de la république pour le remplacer par le drapeau de l'entre-deux-guerres. Des drapeaux rouges furent arborés sur des immeubles et des comités de grève furent élus au niveau de toute la république. Des revendications pour l'égalité des langues et les droits nationaux furent avancées. Les porte-parole du mouvement internationaliste ont à juste titre qualifié ce qui se passait dans la république de « contre-révolution rampante ». Tout est en place pour une guerre civile sanglante dans laquelle la contre-révolution capitaliste se déguisera en lutte pour la « libération nationale et l'autodétermination ».

LE STALINISME PRIS AU PIEGE

La situation devant laquelle se trouve la bureaucratie de Gorbatchev en Estonie représente un des pôles de la

les boutiques où l'on paie en devises, les datchas, les limousines, les cliniques pour l'élite, etc. Mais tout cela est bien pâle comparé aux inégalités du capitalisme. Quelqu'un comme Donald Trump, qui peut acheter une compagnie aérienne tout entière, reste quelque chose de totalement étranger à l'expérience des ouvriers soviétiques. L'apparition de débuts d'inégalité basés sur la propriété privée ont déjà commencé à créer de fortes tensions de classe en URSS. L'intensification de l'inégalité produira des explosions de colère ouvrière qui ébranleront les fondements de l'usurpation stalinienne comme cela s'est déjà produit en Chine.

La bureaucratie ne peut qu'osciller entre la répression et le relâchement, et tout cela ne fait que cracher encore plus de lave sociale. Le stalinisme chinois, après la répression sanglante de la rébellion de Pékin, est dans le désarroi - il doit réprimer, essayer de maintenir son alliance avec l'impérialisme US, tout en rafistolant son programme de « réformes ». En attendant, l'économie du pays est tellement faible et le marché capitaliste l'a tellement pénétrée qu'il y a un danger de révolte de koulaks - ce qui testerait la solidité de l'armée chinoise, dont le commandement ressemble fort à un ensemble de cliques paysannes, et qui s'est discréditée au-

VIENT DE PARAITRE :

une brochure de la **Trotzkistische Liga Deutschlands**

„Marktsozialismus“ in Osteuropa

7 francs
Commande : le Bolchévik
BP 135-10
75463 Paris cedex 10

Der Bankrott des Jugoslawischen Modells	13
Ungarn: „Gutesch-Kommunismus“ geht pleite	20
Für zentrale Planung durch Sowjetdemokratie	27
Sowjetische Wahlen. Eine Stimme für was?	35
Brot in UdSSR: Populistischer Demagog	37

Sowjetische Arbeiter zeigen ihre Kraft

Révolution politique ...

Suite de la page 11

peut publier un journal. Une bourse des valeurs en bonne et due forme vient d'être créée. Les entreprises privées et les investisseurs étrangers viennent de voir leurs droits largement étendus : par exemple, les entreprises privées peuvent maintenant employer jusqu'à 500 ouvriers au lieu de 30 et les investisseurs occidentaux peuvent posséder jusqu'à 100 % des capitaux d'une entreprise hongroise. La monnaie hongroise, le forint, a été rendue convertible pour que les firmes étrangères puissent rapatrier leurs profits. L'intention est de mettre un tiers de l'économie entre des mains privées dans les quelques années à venir.

La Hongrie a déjà plus de 20 ans de socialisme de marché derrière elle, ce fameux « communisme du goulasch » de Kadar, maintenu à flot par des prêts de l'impérialisme mondial. Le goulasch est devenu aigre et la Hongrie a aujourd'hui la dette extérieure la plus importante par tête d'habitant de toute l'Europe. Les prix des produits alimentaires, des logements, du carburant, montent en flèche. L'inflation est de 20 % par an. Le pays connaît un chômage étendu et tous les problèmes de pauvreté et de drogue qui l'accompagnent. Il a aussi le taux de suicides le plus élevé d'Europe. Les « réformes » du gouvernement vont



Ognonik

Des militants de Pamiat font le salut hitlérien à leurs chefs. Les ouvriers soviétiques doivent écraser les fascistes de Pamiat !

faire perdre leur emploi à 200 000 ouvriers dans les quelques années qui viennent. Une proposition de la Suède à la banque mondiale demande par exemple une réduction de 20 % de la production d'acier de la Hongrie et le licenciement de 50 % des ouvriers sidérurgistes.

Les ouvriers, fatigués et cyniques, n'ont guère d'illusions, que ce soit dans les réformateurs du parti ou dans les nouveaux partis d'opposition dont aucun n'a quoi que ce soit qui ressemble à une audience de masse. D'après Ferenc Koszeg, qui dirige l'Alliance des démocrates libres dans l'opposition, « il y a la peur et l'apathie : ils ne pensent pas que les organisations peuvent être efficaces. Il y a même le soupçon que ce sont des mouvements d'élites intellectuelles qui n'ont aucun lien avec les masses » (New York Times, 15 mai). Les innovations économiques et politiques de l'aile « réformatrice » de la bureaucratie sont en fait des mesures ouvertement cyniques dont le but est de persuader les banquiers occidentaux d'investir 8 milliards de dollars en nouveaux prêts dans le pays. Pour l'instant il n'y a pas preneur et la nouvelle bourse n'a pas encore pu fonctionner. Le capital étranger hésite à investir. Ce qu'il a l'intention de faire, comme en

Pologne, c'est plutôt d'introduire des fonds dans le pays pour créer une nouvelle classe de chefs d'entreprise.

Comme en Pologne, il se produit une polarisation à l'intérieur de la bureaucratie. Miklos Nemeth, l'actuel premier ministre hongrois, économiste formé à Harvard, joue paraît-il régulièrement au tennis avec l'ambassadeur des Etats-Unis. De son côté, Janos Barabas, premier secrétaire du Parti ouvrier socialiste hongrois à Budapest, explique : « Je pourrais envisager un leader de l'opposition comme premier ministre, mais s'il était sage, il nommerait un communiste au secrétariat de la Défense » (San Francisco Chronicle, 31 mai).

Les officiers en retraite de la police et de l'armée ont créé une organisation stalinienne « dure », l'Association Ferenc Munnich. (Munnich était celui que les Russes voulaient mettre au pouvoir après l'écrasement de la révolution politique ouvrière de 1956, jusqu'à ce que Tito les persuade de marcher avec Janos Kadar.) Certains éléments de l'Association Munnich sont liés aux milices ouvrières, fortes de quelque 60 000 personnes, avec une réserve de 20 000. Le 15 mars, la milice a reçu des armes dans un rassemblement de masse organisé à Budapest.

Le stalinisme munnichien est bien sûr en général discrédité en tant que courant politique, mais tant les bureaucrates « réformateurs » que l'opposition réclament le démantèlement des milices ouvrières organisées par le parti. Certainement à l'intention du

président des Etats-Unis, George Bush, les plus en vue ont fait publier un appel dans Magyar Nemzet, un journal de Budapest : « Les cercles réformateurs devraient être capables de mobiliser l'aile réformatrice du parti et de mettre en place les grandes lignes d'un parti majoritaire - un parti socialiste hongrois ou un parti social-démocrate - en créant une scission avec le départ des conservateurs » (New York Times, 13 juillet). Le lendemain, plus de 10 000 personnes assistaient aux funérailles de l'ancien dirigeant du parti Janos Kadar. On ne s'attendait pas à une foule si importante, même si cela semble peu comparé aux récentes cérémonies en l'honneur de Imre Nagy qui fut premier ministre pendant la Révolution de 1956. Après la répression sanglante du soulèvement par les Soviétiques, Nagy et ses camarades furent sauvagement assassinés et enterrés dans la fosse commune d'une prison. Plus de 100 000 personnes assistèrent à la cérémonie solennelle lors de laquelle Nagy fut traité en héros de la révolution. Pozsgay, Nemeth et d'autres membres haut placés du gouvernement y ont assisté ; ils ont déposé une gerbe et ont tenu les cordons du poêle pour l'occasion.

Mais beaucoup de Hongrois se



Ithau

Kaboul, 5 février — Les miliciennes sont en première ligne de la lutte à mort contre les coupe-jarret de la CIA. C'est une question de vie ou de mort pour les femmes afghanes !

souviennent encore que ce que la Révolution de 1956 a d'abord amené au pouvoir, ce sont des soviets ouvriers armés et non des bureaucrates du parti vendus au Fonds monétaire international. Au moment le plus fort de la révolution, Pal Maleter, qui était alors ministre de la Défense de Hongrie (et qui fut plus tard exécuté avec Nagy) montra son revolver quand un journaliste lui demanda ce qui se passerait si les capitalistes essayaient de revenir.

LE STALINISME ANTIPERESTROIKA

Si les bureaucraties de Hongrie et de Pologne expérimentent le « pluralisme » pour soutirer de nouveaux prêts aux impérialistes, leurs collègues staliens en Allemagne de l'Est et en Tchécoslovaquie ne veulent, eux, rien avoir à faire avec le gorbatchévisme. Ces deux Etats ont gardé une économie planifiée et centralisée et se débrouillent bien mieux que leur voisins avec leur « socialisme de marché », ce qui prouve bien que ce n'est pas la planification centralisée en soi qui est responsable du pétrin économique dans lequel se trouvent les Etats ouvriers dégénérés/déformés.

Ces pays ont certes historiquement une industrie plus développée que la Pologne et la Hongrie, ainsi que des prolétariats plus importants, et donc plus cultivés, ce qui ne permet pas à l'Eglise de jouer un rôle aussi central. Leur succès relatif actuel est dû au fait que les bureaucraties sont économiquement moins capricieuses et plus rationnelles que leurs contreparties polonaise et hongroise. Quand la bureaucratie est moins fantaisiste, le principe de la planification est suffisamment puissant pour surmonter les tendances au déséquilibre économique et à la stagnation, inhérentes au stalinisme. L'impact du Printemps de Prague en 1968 a certainement contenu les appétits de la bureaucratie tchécoslovaque qui se trouvait il y a 21 ans à la tête d'une économie qui était la plus malade de l'Europe de l'Est.

Il faut noter en passant que la Roumanie est un cas de pathologie politique et économique, même dans le cadre du stalinisme. Ceaucescu, dont le culte de la personnalité (du moins à l'échelle roumaine) peut rivaliser avec celui de Staline, a accompli quelque chose d'unique. Il a réussi à rembourser toutes les dettes que la Roumanie avait contractées auprès des banquiers impérialistes rapaces ! Pour cela, il a réduit tout le pays à la pénurie la plus extrême. Pour consoler les ouvriers de la fatigue, du froid et de la faim, il a

ranimé le chauvinisme antihongrois. La Bulgarie, qui économiquement se débrouille relativement bien, a décidé d'éviter préventivement tout conflit national possible avec sa population turque en la chassant brutalement du pays.

L'URSS EST CRUCIALE

La politique de Gorbatchev a certainement eu une influence et une interaction avec les événements en Europe de l'Est et en Chine. Mais à la fin du compte, c'est ce qui se passe en URSS qui sera décisif. L'espoir d'un stalinisme de « réformes » en costume trois pièces et d'un « socialisme de marché » stable est tout autant un rêve illusoire que les fantasmes de « coexistence pacifique » avec l'impérialisme. Ce qui est encore plus illusoire, ce sont les plans pour mettre en place un retour pacifique au capitalisme que font certains éléments de la bureaucratie en Pologne, en Hongrie et dans les Républiques baltes.

Les initiatives qu'a prises la bureaucratie soviétique répondent à des pressions réelles. Chmelev, économiste gorbatchévien, parle d'une crise économique de la société soviétique qui, craint-il, peut ramener une « contre-révolution », c'est-à-dire un retour aux méthodes policières qui ont fait la réputation de la bureaucratie dans le passé. Gorbatchev lui-même note : « J'ai entendu dire que des anciens combattants sont venus en car à Moscou et ont brandi des portraits. Un de Brejnev, couvert de médailles, et un de Gorbatchev couvert de tickets de rationnement » (New York Times, 26 mai).

Les réformes du « socialisme de marché » préconisées par la bureaucratie ont à peine été mises en application et déjà le mécontentement ouvrier vis-à-vis des pénuries, de la corruption et de l'inégalité ont causé une bonne douzaine de grèves sauvages cette année. La plupart n'ont été que des actions de courte durée. Mais la grève des 110 000 mineurs de la région houillère de Sibérie, dont le centre est Novokouznetsk, a secoué la bureaucratie qui a fait des pieds et des mains pour trouver des concessions qui calment les mineurs en colère. Selon le New York Times du 15 juillet, la bureaucratie a « promis de satisfaire une partie de la bonne quarantaine de revendications réclamant plus de marchandises sur les rayons d'alimentation, des vêtements d'hiver plus chauds, de meilleurs congés de maternité, des mesures contre la pollution, l'amélioration de l'habitat et d'autres besoins spécifiques locaux. » La bureaucratie a aussi essayé de « canaliser »

Buonarroti...

Suite de la page 7

hautement libérateurs ne pourront être réalisés dans le cadre de la propriété privée des moyens de production. Pour les babouvistes, la réalisation notamment de l'égalité, qui est au centre de la Révolution française, nécessite - je les cite - « de supprimer la propriété particulière », d'« établir l'administration commune », d'établir la « communauté des biens et des travaux » que mettra en place une dictature provisoire de ce que nous appellerions un parti révolutionnaire.

Le communisme de Babeuf n'est évidemment pas le communisme de Marx. Le communisme de Marx vise un développement sans fin des capacités humaines sur la base de la réalisation de l'abondance. Le communisme babouviste est un communisme essentiellement de répartition qui vise à l'égalité, frugale, dans le domaine de la consommation. Mais pouvait-il en être autrement dans les conditions de l'époque où domine la petite production artisanale ou paysanne pré-industrielle, où la classe ouvrière que nous connaissons n'existe pas. De ce point de vue, le programme babouviste est utopique. Mais c'est néanmoins un communisme révolutionnaire. Il y a eu au XVIII^e siècle, et même au XVII^e siècle, des théories communistes, mais ce n'étaient que des systèmes utopistes. Avec le babouvisme, avec la Conspiration des Egaux, le communisme entre

dans l'histoire des luttes sociales et politiques. Il fut, comme l'écrivirent Marx et Engels, « la première apparition d'un parti communiste réellement agissant dans le cadre de la révolution bourgeoise ».

Vous le savez, la Conspiration des Egaux a échoué. Babeuf et Darthé ont été condamnés à mort par les thermidoriens et exécutés. Buonarroti, avec d'autres, sera déporté.

Mais un fait qui est encore exceptionnel, c'est que pendant quelque quarante ans Buonarroti va se battre pour les principes révolutionnaires, universels, de 89, pour le programme et l'organisation communistes, alors qu'avec l'Empire, avec la Restauration des Bourbons, la réaction s'impose, se renforce, alors que la quasi-totalité des cadres jacobins, même babouvistes, capitulent devant le bonapartisme. Buonarroti, isolé, à contre-courant, va continuer inlassablement à organiser sociétés populaires et sociétés secrètes pour répandre sa propagande démocratique, révolutionnaire et communiste dans toute l'Europe, depuis son exil que ce soit en Suisse ou que ce soit en Belgique.

Ce n'est pas le lieu ici de détailler cette activité de Buonarroti, mais je voudrais insister combien cette activité a été capitale pour transmettre aux nouvelles générations révolutionnaires le communisme. Et je voudrais d'abord souligner son importance par rapport au marxisme. La plupart des collaborateurs de Marx et d'Engels dans les années 40

ont été influencés, directement ou non, à des degrés divers - voire même certains recrutés - par Buonarroti. En Belgique, Lucien Jottrand, président de l'Association démocratique - dont Marx était vice-président -, a été recruté par Buonarroti. En Angleterre, dans cette période, un des principaux collaborateurs de Marx est Harney, dirigeant de la gauche chartiste, lui-même second de O'Brien, le prestigieux dirigeant chartiste qui se réclamait du babouvisme, qui avait traduit en anglais la *Conspiration des Egaux* de Buonarroti et qui d'ailleurs a correspondu avec lui à la fin de sa vie. Le fondateur allemand de la Ligue des proscrits était lui aussi lié à Buonarroti. Cette ligue, après s'être transformée en Ligue des justes, donnera naissance plus tard à la Ligue des communistes qui prendra pour mot d'ordre « *Proletaires de tous les pays, unissez-vous!* » et à laquelle Marx et Engels adhéreront en 1847. Marx d'ailleurs avait lu la *Conspiration des Egaux* de Buonarroti. Il se proposait même d'en faire une traduction.

Après 1830, avec le développement du chartisme [en Angleterre] et avec aussi la Révolution de Juillet en France, Buonarroti va imprégner le mouvement ouvrier européen naissant; il va influencer à des degrés divers toute une génération nouvelle de révolutionnaires, les Blanqui et autres - tous ceux qui vont être les chefs révolutionnaires de cette première moitié du XIX^e siècle.

Il y a un disciple de Buonarroti qui a donné un portrait assez saisissant de

lui que je voudrais citer et qui est le témoignage de l'admiration légitime de toute cette génération révolutionnaire de l'époque. C'est Prati, un révolutionnaire qui était italien, en exil. Je le cite : « *Ni le succès de ses adversaires, ni la gloire de Napoléon, ni les efforts combinés de la Sainte Alliance, ni la trahison de beaucoup de ses amis, ni les calomnies des ennemis, ni l'exil, ni la pauvreté n'ont jamais ébranlé son courage ou relâché ses efforts. Quand je l'ai connu, c'était un homme de soixante-dix ans, avec des cheveux d'argent qui ondulaient au-dessus du visage fascinant par son énergie prométhéenne qui semblait défier les puissances de la terre, et inciter le monde entier, de près ou de loin, à briser les chaînes du despotisme.* »

Pour tous ces jeunes, il est - comme ils le nomment familièrement - le « vieux de la Montagne ». La Montagne évidemment fait ici référence au jacobinisme. Buonarroti est vu (et il est) comme le lien vivant et actif entre une révolution passée - la Révolution française - et une révolution à venir - communiste - dont les cadres sont en train de se tremper, de se former.

Le combat inlassable et intransigeant de Buonarroti, tout comme le martyre de Babeuf à la cause du communisme, auront été bien loin d'être vains. Leur Conspiration, sortie tout droit des entrailles de la Révolution française, est aussi à l'origine de tout le mouvement révolutionnaire contemporain, communiste, trotskyste. ■

les revendications politiques des grévistes qui ne lui plaisaient pas en des réformes « autogestionnaires » orientées vers le marché.

Les revendications des grévistes, qui vont beaucoup plus loin que ce qui n'a jamais été avancé par des grévistes dans les pays capitalistes, sont le reflet de la nature de classe de l'Etat soviétique. Elles montrent aussi très clairement à quel point ces ouvriers soviétiques se rendent compte que la révolution d'Octobre 1917 est leur révolution. Le peuple travailleur soviétique est profondément convaincu que l'Etat ouvrier soviétique, malgré toutes ses déformations, est « son » Etat. Il pense profondément que les usines, les mines et les terres sont la propriété du prolétariat tout entier. Tout cela constitue une énorme barrière aux aspirations impérialistes à une contre-révolution en URSS. L'appel des mineurs en grève au National Union of Mineworkers [syndicat des mineurs] britannique, dirigé par Arthur Scargill, pour qu'il les soutienne, a montré à quel point les masses ouvrières soviétiques sont réceptives à une perspective internationaliste. Scargill s'était prononcé ouvertement contre les anticommunistes de Solidarność et la campagne de guerre antisoviétique de Reagan-Thatcher. Pendant la grève des mineurs britanniques en 1984-85, les syndicats de mineurs soviétiques avaient apporté un soutien financier considérable à leurs frères de classe en Grande-Bretagne. Ce soutien des mineurs soviétiques au NUM contraste beaucoup avec l'attitude de Solidarność qui avait ramené devant Thatcher.

Cela dit, le climat de nationalisme qui balaie l'URSS facilite la mobilisation de forces capitalistes contre-révolutionnaires. Le danger est aussi que la colère vis-à-vis des conséquences économiques du « socialisme de marché », qui monte, soit détournée dans l'impasse de conflits intercommunautaires. La revendication centrale pour mobiliser le prolétariat soviétique, c'est : « Tout le pouvoir aux soviets ouvriers ! » Mis à part les Républiques baltes et peut-être l'Ukraine occidentale, le rapport de force n'est actuellement pas en faveur de la contre-révolution; surtout si les ouvriers soviétiques se solidarisent avec

leurs camarades chinois qui ont déjà fait l'amère expérience des « réformes » du marché.

En Chine, la révolution politique naissante a presque scissionné l'Armée de libération du peuple. Une guerre civile a failli éclater entre la bureaucratie et le prolétariat chinois. En URSS, un conflit ouvert pourrait éclater avec le prolétariat si des forces restauracionnistes se montraient. Et cela conduira inévitablement à un éclatement des divers pôles de la bureaucratie. La tempête semée par la glasnost dans la vie politique soviétique démontre une fois de plus ce que décrivait Trotsky : « *Au sein de la bureaucratie il y a toutes les nuances de la pensée politique: depuis le véritable bolchévisme (I. Reiss) jusqu'au fascisme achevé (F. Boutenko)* » (*Programme de transition*).

C'est le mouvement antisémite Pamiat, de sinistre augure, qui représente le « boutonkisme » contemporain. Les ouvriers soviétiques doivent se mobiliser pour chasser ces fascistes des rues avant que cet abcès ne devienne une tumeur cancéreuse dangereuse pour l'Etat soviétique et sa population multinationale. D'autre part, l'ardeur avec laquelle le régime de Gorbatchev

cherche à se concilier l'impérialisme US, de Kaboul à l'Europe centrale et au Nicaragua, ne peut que créer de profondes inquiétudes parmi les larges couches d'officiers de l'Armée rouge. A la différence de l'Armée de libération du peuple chinois, qui a une forte composante paysanne et qui est dominée par des cliques régionales d'origine paysanne, l'Armée rouge est fondamentalement prolétarienne et son corps d'officiers a une mémoire et des traditions qui remontent à la guerre civile de 1918-21.

La bureaucratie a déjà été obligée de commencer à reconnaître le rôle de Trotsky dans la Révolution et dans la fondation de l'Armée rouge. Les officiers les plus soucieux d'histoire se souviennent de comment Staline a saboté la défense de l'Union soviétique à la veille de la Deuxième Guerre mondiale - notamment l'élimination sanglante de Toukhatchevsky et des meilleurs officiers de l'Armée rouge. Aujourd'hui, les anciens combattants soviétiques de retour d'Afghanistan, qu'ils soient officiers ou hommes de troupe, se considèrent comme des internationalistes prolétariens qui ont fait leur devoir. L'ancien combattant d'AF-

ghanistan qui a dénoncé les calomnies pro-impérialistes sur le rôle de l'Armée rouge en Afghanistan proférées par le traître Sakharov n'a pas seulement créé des remous au sein du Congrès des députés du peuple, il reflétait aussi une opinion répandue dans le pays.

On peut raisonnablement s'attendre à ce que même des unités entières de l'Armée et de la Marine rouges se rangent du côté de la classe ouvrière et de son avant-garde contre une contre-révolution capitaliste naissante, pour démanteler les structures bureaucratiques, restaurer la démocratie et les soviets ouvriers, et mettre en place une économie planifiée avec la participation pleine et entière des masses. Cette économie doit avoir pour principe l'égalitarisme et se consacrer à améliorer constamment la qualité de la vie économique et sociale pour tous. Il n'y a qu'un parti d'avant-garde ouvrier avec une vision internationale - inextricablement liée à la solidarité avec les ouvriers du monde entier contre leurs exploiters et leurs oppresseurs - qui puisse mettre en place une telle politique intérieure.

- Traduit de Spartacist (édition anglaise) n° 43-44

SPARTACIST
ENGLISH EDITION
"Market Socialism" Breeds More Misery
For Workers
Political Revolution
in the USSR!
Special English-Russian Section, Pages 18-17
When Was the Soviet Thermidor? Когда произошла советская перемена?
International Communist League Launched... 18
Leonard Schapiro: Lawyer for Counterrevolution... 32

Vient de paraître :
Spartacist
Edition anglaise
n° 43-44
Eté 1989
10 F port
inclus
Toujours
disponible :
« Market Socialism »
in Eastern Europe
10 F port
inclus

A Spartacist Pamphlet \$1.00
"Market Socialism" in Eastern Europe
The Bankruptcy of the Yugoslav Model
PAGE 2
Hungary: "Goulash Communism" Goes Bust
PAGE 9
For Central Planning Through Soviet Democracy
PAGE 16
Gorbachev Rehabilitates Leader of Right Opposition
The Bukharin Dossier
PAGE 32
July 1988 Spartacist Publishing Co., Box 1377 GPO, New York, N.Y. 10116

Commande : le Bolchévick - BP 135-10 - 75463 Paris cedex 10

Pologne...

Suite de la page 6

faire taire un groupe qui criait : « Nous voulons du pain, pas un premier ministre. » Cette action de protestation était organisée par Solidarité combattante, une scission de Solidarność liée au parti cléricau-nationaliste d'extrême droite KPN. Ce sont les mêmes gens qui en 1981, lors du premier congrès de Solidarność, avaient pris la tête de l'opposition à toute référence positive au « socialisme » dans le programme de l'organisation. Quand le président américain Bush s'est rendu à Gdansk, en juillet dernier, Solidarité combattante l'a accueilli avec des pancartes où l'on pouvait lire : « Un bon communiste est un communiste mort. » La crise économique polonaise est tellement aiguë

damość est née, ou certaines mines et certains hauts fourneaux [...] »

L'architecte des projets économiques de Solidarność est un certain Jeffery Sachs, professeur à Harvard, et dont le titre de gloire est d'avoir conseillé le gouvernement bolivien sur comment vaincre l'hyperinflation de 1985. La solution de Sachs : mettre à pied les deux tiers des mineurs d'étain, le secteur clé du prolétariat bolivien. Ce programme pourrait être explosif si on l'applique à la Pologne, un Etat ouvrier bureaucratiquement déformé où le capitalisme a été aboli et où les intérêts des travailleurs sont censés être la chose la plus importante. Comme nous l'écrivions dans notre article « Le pacte Solidarność-Jaruzelski contre les ouvriers » (le Bolchévik n° 94, juin-juillet) : « Les ouvriers commencent à se rendre compte que Walesa et Cie sont

d'insurrection nationale, et il travaillait en étroite collaboration avec les populistes russes pour une révolution sociale dans tout l'empire tsariste. La tradition antinationnaliste de Warynski fut reprise, une génération plus tard, par le plus grand de tous les dirigeants révolutionnaires prolétariens polonais, Rosa Luxemburg. La social-démocratie du royaume de Pologne et de Lituanie (SDKPiL), dirigée par Luxemburg et Leo Jogiches, réalisa l'union de l'avant-garde du prolétariat polonais avec l'intelligentsia de gauche.

Dans la décennie précédant la Première Guerre mondiale, la grande majorité de la classe ouvrière industrielle polonaise adhérait au Parti socialiste polonais-gauche, une formation centriste qui, de manière significative, ne réclamait pas la restauration d'un Etat polonais indépendant. L'aile nationaliste du

cembre 1923, son comité central envoya au parti russe une lettre de protestation qui déclarait : « [...] Pour notre parti, pour le Comintern tout entier, pour le prolétariat révolutionnaire tout entier, le nom du camarade Trotsky est indissolublement lié à la victoire de la révolution soviétique, avec l'Armée rouge, avec le communisme » (cité dans M.K. Dziewanoswski, *The Communist Party of Poland* [1976]). Et l'historien américain d'origine polonaise Dziewanoswski observe qu'« un courant pro-Trotsky caché a continué à demeurer un facteur d'une certaine importance jusqu'à la dissolution du parti [en 1938], en particulier parmi les militants juifs ».

A la fin des années 1920, les communistes étaient à la tête de l'opposition à la dictature fasciste de Pilsudski, tandis que les sociaux-démocrates servaient de troupes de choc à ce dernier. La montée de la terreur blanche força un nombre toujours plus grand de communistes polonais à se réfugier en Union soviétique. Là, beaucoup de communistes étrangers furent tués au cours des grandes purges de la fin des années 30. Mais la guerre menée par Staline contre le parti polonais eut un caractère exceptionnel. Pratiquement la totalité des communistes polonais présents sur le territoire soviétique furent liquidés physiquement ou expédiés dans des camps de travail. La direction tout entière - Warski, Walecki, Wera Kostrzewa, Unslicht - fut tuée. En 1938, par un acte sans précédent, Staline dissout le Parti communiste polonais, accusé d'être un « nid de trotsko-pilsudskistes ».

Commencée par Pilsudski, continuée par Staline, la destruction du communisme polonais fut poursuivie par Hitler. Beaucoup de cadres communistes furent tués pendant l'occupation nazie. Et ce qui n'est pas moins important, l'extermination des Juifs modifia radicalement l'équilibre des forces sociales dans la société polonaise. Les Juifs représentaient avant-guerre 10 % de la population, proportionnellement plus que dans aucun autre pays. Population opprimée et urbanisée, les Juifs jouaient un rôle important dans toutes les organisations de gauche polonaises. Ainsi, le génocide nazi détruisit un puissant contre-poids aux forces cléricau-nationalistes de la réaction polonaise. Staline et Hitler ont été avec Pilsudski les trois parrains de Solidarność.

LES FRUITS AMERS DU REGIME BUREAUCRATIQUE

Pourtant, quand l'Armée rouge soviétique libéra le pays à la fin de la Deuxième Guerre mondiale, le communisme (même façon Staline) n'était en aucune manière une force négligeable et discréditée. Beaucoup de jeunes ouvriers et intellectuels s'enthousiasmaient pour la reconstruction socialiste de leur pays dévasté. Il est significatif qu'un grand nombre des personnalités en vue de Solidarność ont été jadis d'ardents communistes (staliens). Un adolescent au début des années 50, Jacek Kuron, aujourd'hui social-démocrate pro-occidental, était un stalinien fanatique qui adorait dénoncer publiquement des réactionnaires pilsudskistes. Le réalisateur Andrzej Wajda, aujourd'hui sénateur de Solidarność, a débuté sa carrière en réalisant des épopées du plus pur « réalisme socialiste ». Son intéressant film *L'Homme de marbre*, réalisé à la fin des années 70, décrit l'idéalisme socialiste de beaucoup de jeunes ouvriers dans les années de l'immédiat après-guerre.

Cet idéalisme fut bientôt usé par la terreur de l'Etat policier stalinien, accompagnée des privilèges économiques de la bureaucratie. Pourtant, la majorité des ouvriers et des intellectuels polonais continuaient à croire au socialisme. En 1956, la crise de la « déstalinisation » amena la Pologne au bord d'une



Workers Vanguard

Pendant près de dix ans, la TSI a affirmé ce qui aujourd'hui crève les yeux. Ci-dessus, nos camarades américains devant les bureaux de Solidarność à New York. Ci-contre, « Spartacist », hiver 1981-82.

qu'elle a donné une base à ces éléments violemment anticommunistes, qui rejettent l'accord de la « table ronde ». En même temps, les syndicats dirigés par les staliens ont aussi gagné une audience en protestant contre la politique d'austérité, tandis que les syndicats de Solidarność accroissent leurs forces lentement, avec seulement environ un cinquième des effectifs dont ils disposaient à leur apogée en 1981.

Les calculs économiques de Solidarność sont basés sur l'obtention, sous une forme ou sous une autre, d'une aide venant du capitalisme occidental. Quand Bush s'est rendu en Pologne, Walesa lui a réclamé avec insistance 10 milliards de dollars pour sauver son pays d'un « grand, grand soulèvement ». Mais le président américain a promis seulement 115 millions de dollars, un pour cent seulement de ce que réclamait Walesa. L'aide impérialiste est cruciale pour les projets des gens de Solidarność : on parle beaucoup de restauration du capitalisme, mais comment peuvent-ils le faire sans d'importantes infusions de capitaux ? Il n'y a personne en Pologne qui dispose du capital nécessaire pour acheter l'industrie nationalisée, même à des prix de braderie. Mais Washington et Wall Street sont endettés jusqu'au cou - pour cause de déficit fédéral, de caisses d'épargne ruinées et de dette latino-américaine -, et ceux qui ont des liquidités, comme les banquiers de Francfort et de Tokyo, se font tirer l'oreille pour les verser dans le trou sans fond polonais.

Solidarność va maintenant être obligée d'assumer la responsabilité d'une politique économique qui signifie la misère pour sa base ouvrière. Un observateur du Council on Foreign Relations américain écrit : « En tant que premier ministre, Tadeusz Mazowiecki va avoir deux problèmes. Il va devoir d'abord frapper ses adversaires, puis ses partisans [...], il va devoir fermer les entreprises d'Etat non performantes et employant trop de main-d'œuvre, comme les chantiers navals de Gdansk où Soli-

des traîtres à leur classe. »

Maintenant, les dirigeants de Solidarność ont explicitement reconnu que leur objectif est la restauration du capitalisme en Pologne. Ceci constitue la base objective pour que ceux qui défendent la propriété socialiste cherchent l'unité avec la base prolétarienne de ce « syndicat », dans une véritable opposition de classe à la bureaucratie stalinienne et aux anciens dirigeants de Solidarność qui aspirent à constituer une néo-bourgeoisie sur le dos des travailleurs. Mais comme le faisait remarquer Lénine, la politique est de l'économie concentrée, et des luttes ouvrières combattives n'iront pas très loin si on ne forge pas un parti marxiste authentique. Et pour cela, il existe en Pologne une riche tradition.

LA TRADITION INTERNATIONNALISTE DU COMMUNISME POLONAIS

La presse occidentale dépeint la population polonaise tout entière comme de toute éternité et de manière irréversible habitée par un nationalisme ardent et un catholicisme fervent. On présente le communisme comme quelque chose de complètement étranger à la vie politique polonaise, imposé seulement par l'Armée rouge soviétique en 1945. Par exemple, un historicien de la Pologne de l'après-guerre publié dans le *New York Times* du 18 août était intitulé : « 40 ans de communisme en Pologne : la maison de Staline bâtie sur du sable. » La réalité est exactement à l'opposé. Ce sont Staline, ses partisans et ses successeurs qui ont détruit et discrédité le communisme en Pologne.

Pendant des décennies, la Pologne a été le pays européen qui bénéficiait des traditions marxistes les plus anciennes et les plus solides. Le premier parti ouvrier marxiste de l'empire tsariste, le parti Prolétariat, a été fondé à Varsovie dans les années 1880. Ce parti, dirigé par Ludwig Warynski, rejetait le programme radical polonais traditionnel



socialisme polonais, dirigée par Josef Pilsudski, ne bénéficiait à cette époque que du soutien d'une minorité des ouvriers polonais. La Révolution bolchévique en Russie, et la défaite de l'Allemagne face aux puissances occidentales au cours de la Première Guerre mondiale, amenèrent fin 1918 à l'établissement d'un Etat bourgeois polonais indépendant, avec à sa tête Pilsudski. Au même moment, le Parti communiste polonais était fondé par la fusion du SDKPiL de Luxemburg et du Parti socialiste polonais-gauche.

Roman Werfel, qui avait adhéré au Parti communiste polonais en 1923, évoque l'esprit internationaliste du PC dans une interview avec un journaliste pro-Solidarność : « La chose la plus importante pour le communisme, à cette époque, ce n'était pas la question des frontières, mais celle d'une révolution socialiste dans toute l'Europe, dont l'éclatement était parfaitement concevable. Il semble y avoir, dans ce que vous venez de dire, l'implication qu'une grande nation, une nation qui inspire l'admiration, c'est une nation qui s'approprie la plus grande quantité possible de territoires peuplés par des nations étrangères. Mais ce point de vue est erroné. Il est peut-être correct du point de vue des classes exploiteuses, qui profitent de tels territoires, mais certainement pas du point de vue du peuple ; il reçoit occasionnellement quelques miettes, mais plus tard il paie ces conquêtes avec sa sueur et son sang » (cité dans *Oni : Stalin's Polish Puppets* [1987], de Teresa Toranska).

Au début des années 1920, le Parti communiste polonais, sous la direction des « trois W » (Warski, Walecki, Wera Kostrzewa) avait davantage d'influence dans la classe ouvrière que les sociaux-démocrates pilsudskistes. Dans l'Internationale communiste, on disait : « Le parti allemand est le plus gros, le parti polonais est le meilleur. » En fait, le parti polonais offrit davantage de résistance à la stalinisation qu'aucun autre des grands partis communistes. En dé-

Terreur raciste...

Suite de la page 16

cela. Ce n'est évidemment pas parce qu'ils n'ont pas suffisamment d'influence dans la classe ouvrière. C'est parce que tout ce qu'ils ont à proposer pour « combattre » le fascisme, c'est de faire confiance à la « justice » bourgeoise. « Pour Le Pen, écrit Jean Santon dans *l'Humanité* du 18 août, le racisme ne connaît aucune limite. C'est un délit dont il doit répondre devant la justice. Les communistes y veilleront ! » Comment ? Chacun sait que la petite réprimande judiciaire ne peut même pas aboutir puisque le parlement européen ne lève pas l'immunité si « ce qui était reproché au député européen incriminé était la conséquence de son

activité politique » (*le Monde*, 19 août) ! Sans compter qu'avec cette lamentable pseudo-« lutte antifasciste », on sème dans l'esprit des travailleurs des illusions des plus dangereuses sur l'« impartialité » de la justice bourgeoise, cette même « justice » qui absoit les assassins racistes et les flics tueurs mais qui a toujours la main lourde pour les syndicalistes, les jeunes et les immigrés.

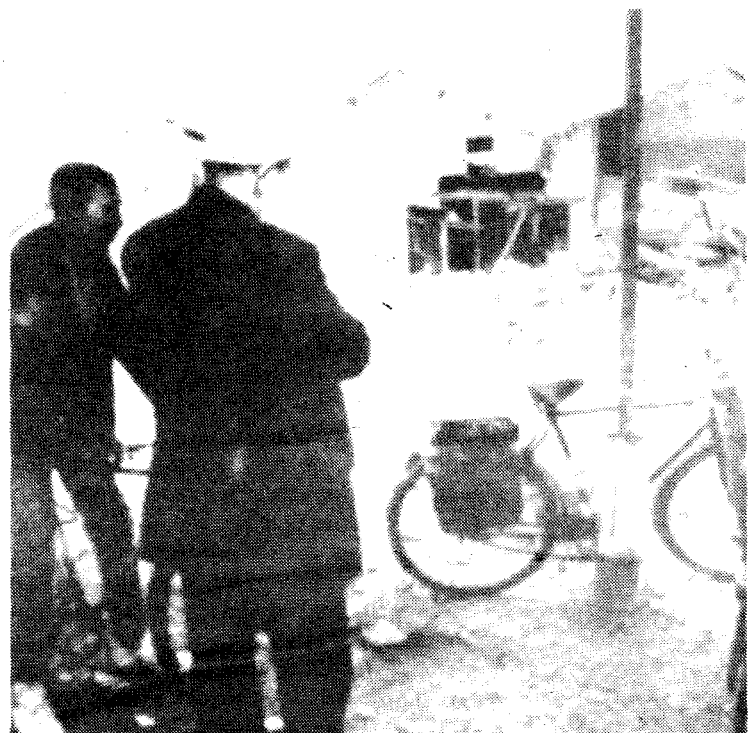
Il existe pourtant parmi la base ouvrière et la jeunesse du PCF une volonté de combattre réellement l'escalade de la terreur raciste et des provocations fascistes. Mais un parti politique ne peut avoir la volonté de se battre que pour autant qu'il a la volonté de se battre pour le pouvoir. La grande force des fascistes, face à une droite parlementaire paralysée, c'est qu'ils s'adres-

sent à la petite-bourgeoisie enragée et aux couches les plus arriérées de la classe ouvrière, à qui les réformistes n'ont rien à offrir que de continuer à gérer la crise capitaliste, en disant : nous, nous sommes l'alternative au « consensus » mitterrandien et à l'impuissance de la droite parlementaire. Le Pen parle maintenant de sa « stratégie du pouvoir » (*le Monde*, 3-4 septembre). Et contrairement à ce qu'expliquaient les bons samaritains antiracistes, ses éruptions racistes et antisémites ne le « discréditent » pas, mais renforcent la confiance de ses troupes qui peuvent constater que personne n'ose empêcher leur *Führer* de montrer le poing à ses victimes désignées, de lancer ses appels au meurtre raciste et au pogrom.

Face à cet ennemi redoutable et déterminé, qui se nourrit de la décompo-

sition d'un tissu social ravagé par la crise économique et la ségrégation raciste, les dirigeants réformistes du PCF s'avancent dans l'arène avec pour toute « perspective » politique une nouvelle resucée du « rassemblement des forces de gauche » (déclaration de Jean-Claude Gayssot, *l'Humanité*, 14 août). Marchais et Cie ne rêvent que d'une chose : que Mitterrand et le PS daignent leur accorder l'honneur de les aider encore une fois à faire le « sale boulot » anti-ouvrier.

La classe ouvrière n'a nul besoin d'un parti qui la subordonne à la bourgeoisie au travers d'une énième « union de la gauche ». Il lui faut un parti véritablement communiste qui la conduise à l'instauration d'un gouvernement ouvrier révolutionnaire qui expropriera la bourgeoisie. ■



Luc Saint-Elie

A gauche, les décombres de la mosquée de Charvieu. A droite, la LTF, en pleine campagne législative, organisait une manifestation avec son candidat en tête contre un raid raciste de skinheads, le 27 mai 1988, dans la banlieue rouennaise.



Le Bolchevik

révolution politique prolétarienne. Le mouvement fut désamorcé par le stalinien national-libéral Gomulka. Ce dernier, après avoir consolidé son pouvoir (en partie par des mesures de conciliation à l'égard de la hiérarchie catholique), fit s'abattre la répression à la fois sur les conseils ouvriers et sur les cercles d'intellectuels de gauche qui s'étaient constitués pendant l'« Octobre polonais » de 1956.

Avec la stagnation économique des années 60, la popularité jadis considérable de Gomulka s'effrita. En 1968, une fraction à l'intérieur de la bureaucratie, autour du chef de la police secrète Moczar, chercha à canaliser la montée du mécontentement populaire vers le chauvinisme antisémite polonais traditionnel. Sous couvert d'« antisémitisme », les quelques dizaines de milliers de Juifs qui avaient survécu au génocide nazi, et dont beaucoup étaient des cadres communistes loyaux, furent chassés du pays. Cette campagne réactionnaire et cynique détacha un peu plus l'intelligentsia du régime « communiste », et renforça l'influence du nationalisme clérical.

En 1970, le mécontentement explosa dans les ports de la Baltique quand le régime de Gomulka procéda à des hausses de prix quelques semaines avant Noël. Derrière les ouvriers des chantiers navals, des milliers d'ouvriers, certains chantant *l'Internationale*, s'en prirent à la police et brûlèrent les locaux du parti à Gdansk et à Szczecin. Gomulka fit appel à l'armée, et plus d'une centaine d'ouvriers furent tués. Une fois de plus, la Pologne était au bord d'un soulèvement ouvrier général. Et une fois de plus, le stalinisme polonais présenta aux ouvriers un nouveau visage et un nouveau marché. Gomulka fut remplacé par Edward Gierek, un ex-mineur avec une réputation de réformateur libéral. Gierek se rendit en personne dans les ports de la Baltique, et promit que son gouvernement n'em-

pleroit jamais la force pour réprimer les protestations ouvrières. Il promit en outre une ère de prospérité économique sans précédent. Walesa raconte qu'alors, comme la plupart des ouvriers polonais, il avait bien accueilli les promesses de Gierek, et qu'il y croyait.

Le « miracle économique » de Gierek, au début des années 70, était financé par des emprunts massifs auprès des banques occidentales. Quand, en 1976, Gierek imposa un programme d'austérité pour rembourser les redevances de la finance de Wall Street et de Francfort, les travailleurs polonais réagirent d'autant plus vigoureusement qu'ils s'estimaient trahis. C'est seulement après 1976 que la majorité du prolétariat et de l'intelligentsia polonais a perdu toute illusion dans le « socialisme existant » tel qu'il était pratiqué dans leur pays. Progressivement, ils allèrent chercher le salut du côté du Vatican et des gouvernements capitalistes occidentaux. Solidarność est née de cercles d'ouvriers et d'intellectuels « dissidents » qui ont reçu appui et protection de la hiérarchie de l'Eglise, laquelle est maintenant dirigée par le pape polonais Karol Wojtyla.

CONSTRUIRE UN PARTI BOLCHEVIQUE !

La formation en Pologne d'un gouvernement dirigé par Solidarność a conforté dans les cercles dirigeants occidentaux l'analyse triomphaliste selon laquelle la fin du communisme serait à portée de main. En France, les idéologues bourgeois à la mode vaticinent, comme le « philosophe » Claude Lefort dans *Libération* (10 juillet), que le monde est entré dans « l'automne du totalitarisme » (il faut évidemment lire ici « totalitarisme communiste ») : « La décomposition de l'Etat totalitaire est en cours. Son apparition fut l'événement majeur de la première partie du siècle. Qu'il vienne à sombrer définitivement dans les années prochaines et

ce sera l'événement majeur de cette fin de siècle. »

Ce genre de triomphalisme, sur le thème « l'Occident a gagné la guerre froide », repose sur deux illusions fatales : d'abord, que les populations de l'Europe de l'Est, d'Union soviétique et de Chine brûlent de transformer leurs sociétés sur le modèle du capitalisme du « monde libre » ; ensuite, que le gouvernement soviétique, sous Gorbatchev, ne voudra pas, ou ne pourra pas empêcher la restauration du capitalisme en Europe de l'Est.

Or, une grande partie des luttes sociales qui ont secoué le monde communiste au cours des douze derniers mois se sont faites non pas pour mais contre les efforts des bureaucraties stalinienne pour introduire dans l'économie collectivisée des éléments de capitalisme. Cet été, les grèves de masse des mineurs de Sibérie et d'Ukraine étaient dirigées contre les effets de la perestroïka orientée vers le marché de Gorbatchev. Une des causes du soulèvement en Chine était le mécontentement des travailleurs confrontés à la corruption et aux inégalités formidables engendrées par la politique de « construction du socialisme avec des méthodes capitalistes » de Deng Xiaoping. Même en Pologne, les travailleurs font maintenant grève contre le traitement de choc économique dicté par le FMI et mis en œuvre par le gouvernement dirigé par Solidarność.

En même temps qu'ils s'imaginent que les masses des pays dits communistes rêvent du capitalisme, certains idéologues impérialistes occidentaux se sont convaincus eux-mêmes que le gouvernement soviétique est devenu un « tigre de papier » qui ne protégera plus sa sphère d'influence de l'après-guerre en Europe de l'Est. A Washington, d'aucuns disent que les accords de Yalta de 1945 sont devenus nuls et non avendus, et que l'Europe de l'Est est à prendre. On élabore des plans pour l'adhésion au FMI de la Pologne et de

Républiques baltes indépendantes. Mais si une contre-révolution déclarée menaçait les Soviétiques sur leur frontière ouest, vitale pour eux, et menaçait de provoquer l'éclatement de l'Etat multinational qu'est l'URSS, Moscou n'aurait guère d'autre choix que de réagir militairement. Ce fait n'échappe pas aux commentateurs bourgeois avertis, qui sont conscients que la victoire de la contre-révolution en Europe de l'Est est loin d'être assurée. Ainsi, le directeur du *Monde*, André Fontaine, demande-t-il rhétoriquement : « L'Armée rouge peut-elle accepter le petit doigt sur la couture du pantalon la disparition du glacie qui protège si commodément aujourd'hui son pré carré ? » (30 août). Loin d'apaiser la guerre froide ou d'y mettre fin, la politique de conciliation pratiquée par Gorbatchev envers l'impérialisme a augmenté le risque d'une troisième guerre mondiale.

Une restauration du capitalisme en Europe de l'Est ne jetterait pas les bases d'un nouvel ordre mondial basé sur la « démocratie libérale ». Elle signifierait une contre-révolution sanglante, des pogroms nationalistes et des guerres, lesquelles pourraient conduire à un holocauste nucléaire. Les luttes qui prennent forme aujourd'hui en Europe de l'Est détermineront non seulement le futur immédiat de cette région, mais peut-être aussi le sort de l'humanité. La banqueroute et la démoralisation interne du stalinisme ont ouvert la voie à la restauration du capitalisme. Mais elles ouvrent aussi la possibilité d'une révolution politique prolétarienne qui établirait la démocratie ouvrière (la démocratie des soviets). Pour que les classes ouvrières d'Europe de l'Est et d'Union soviétique l'emportent, à la fois contre les bureaucraties stalinienne parasitaires et contre les nationalistes contre-révolutionnaires, elles ont besoin d'une direction, celle d'un parti communiste authentique sur le modèle du parti bolchevique de Lénine et de Trotsky.

- Adapté de Workers Vanguard n° 484

Action ouvrière pour stopper la terreur raciste !

Le 16 août à l'aube, alors que l'imam vient d'achever la prière du matin, une pelleuse commence la destruction systématique de la mosquée de Charvieu-Chavagneux, une petite ville ouvrière de l'Isère, à trente kilomètres de Lyon. Au moment où l'engin s'attaque aux vieux bâtiments qui abritent le lieu de culte, il y a une dizaine de fidèles à l'intérieur. On n'a même pas pris la peine de couper l'électricité - il faut faire vite. Un homme est blessé par les éboulements. Les autres, qui se précipitent à l'extérieur, se retrouvent nez à nez avec la police municipale qui... contrôle leur identité !

Il ne s'agit pas d'une « erreur ». L'ordre de destruction est venu du maire RPR, qui s'est fait élire au terme d'une campagne raciste. L'opération était prévue de longue date : « En 1986 le maire avait déjà demandé à une entreprise de détruire la mosquée en faisant croire à une erreur mais cette firme avait refusé », déclare un ancien employé municipal (*Libération*, 26-27 août). Il s'agit d'une provocation délibérée, un crime raciste ! Même si les bien-pensants se satisfont de ce que, devant le scandale, un autre lieu de culte en préfabriqué a été depuis installé, le message du maire raciste est clairement passé : que les « immigrés » ne s'imaginent pas que dans ce pays ils ont des droits - même pas un droit démocratique aussi élémentaire que celui de pratiquer librement le culte de leur choix - la ségrégation raciste que subissent quotidiennement les Maghrébins, les Noirs, sera défendue et renforcée par la terreur.

Les fascistes du Front national (FN) se sont chargés de mettre les points sur les « i ». Quelques jours après l'entrée en action de la pelleuse, débarquait à Charvieu une délégation du FN avec à sa tête un des séides de Le Pen, Bruno Mégret, qui déclarait : « La coexistence pacifique entre la communauté islamique et les autres n'est pas possible » (*Libération*, 26-27 août). Dès le lendemain, le chef local du Front national tirait à coups de fusil sur de jeunes Maghrébins, heureusement sans atteindre personne. Et Le Pen se solidariserait immédiatement avec cet attentat.

Le racisme se nourrit de la ségrégation, et la ségrégation c'est aussi la question du logement. Dans la nuit du 25 au 26 août, une main assassine provoque un incendie criminel qui tue huit personnes, dont la plupart sont des travailleurs immigrés, et fait dix-sept blessés, dont certains très graves, dans un « hôtel » meublé à Clichy. Ce drame atroce s'ajoute à la longue et sinistre liste des incendies racistes du XX^e arrondissement de Paris au cours de l'année 1986 - les morts et les blessés de Clichy sont des victimes de la ségrégation raciste et des marchands de sommeil qui en tirent profit.

Dans ce pays gangrené par la ségrégation raciste, les émules du Führer du Front national sont de plus en plus nombreux à mettre en pratique ses appels au meurtre contre les immigrés. Les terroristes racistes se sentent le vent en poupe et agissent pratiquement en toute impunité. Dans la nuit du 13 au 14 juillet, au moment où Mitterrand discourait sur la soi-disant « France des droits de l'Homme » et s'apprêtait à saluer les régiments coloniaux sur les Champs-Élysées, un jeune Tunisien à Thiez (Haute-Savoie), un Marocain de

vingt-et-un ans à Dijon et un fils de harki à Saint-Laurent-des-Arbres (Gard) mouraient sous les coups de tueurs racistes. On ne compte plus les meurtres, attentats, ratonnades, exactions auxquels se livrent semaine après semaine les racistes, en uniforme ou non, et qui pour la plupart courent toujours - quand leurs victimes ne se retrouvent pas sous le coup d'inculpations parce que leur agresseur était un flic ! A bas la terreur raciste ! Groupes de défense ouvriers/immigrés basés sur les syndicats ! Pleins droits de citoyenneté pour

les travailleurs immigrés et leur famille !

La vague de terreur qui balaie la France mitterrandienne depuis de longues années s'attaque à tous ceux que le fasciste Bernard Antony, un des acolytes de Le Pen, ne classe pas dans la prétendue « race française » (*Libération*, 2-3 septembre) - au nom de laquelle on a perpétré les pires atrocités racistes, des massacres des peuples colonisés à l'envoi par Vichy des Juifs dans les camps de la mort nazis. Et alors que Le Pen reprend mot pour mot les appels au pogrom des fascistes d'avant-guerre en vociférant contre « la maçonnerie et les grandes internationales, comme l'internationale juive », le 10 août à Lyon, la librairie israélienne Levi Its Ak est attaquée à coups de cocktail Molotov - un attentat qui s'ajoute aux nombreuses provocations antisémites perpétrées dans la région depuis le procès Barbie. Il faut écraser les fascistes avant qu'ils nous écrasent !

PASSIVITE ET IMPUISSANCE DES REFORMISTES

Si les fascistes peuvent aujourd'hui multiplier en toute impunité provocations et attentats racistes, la faute en revient avant tout à la passivité scandaleuse des directions réformistes des syndicats et des partis ouvriers. Celles du PS et de la CFDT, qui aident de toutes leurs forces le gouvernement Mitterrand-Rocard à administrer l'austérité capitaliste et son cortège d'infamies racistes, se contentent de « déplorer » platoniquement les exactions des nervis lepénistes. Celles du PCF et de la CGT, quant à elles, parlent de « combattre efficacement le racisme » (déclaration du bureau politique du PCF, *l'Humanité*, 17 mai). Malheureusement, ce ne sont que des paroles. Des dirigeants ouvriers qui prendraient réellement au sérieux la nécessité de « combattre efficacement » la terreur raciste auraient cherché à organiser sur le champ des manifestations ou des grèves de protestation massives pour riposter à des provocations racistes comme celle de Charvieu. Ils chercheraient à mettre en échec les provocations de Le Pen et de ses nervis en mobilisant le plus largement possible, derrière la puissance de la classe ouvrière organisée, toutes les victimes désignées de cette racaille, tous les ennemis de la barbarie fasciste. Ils inscriraient bien haut sur leur drapeau les revendications de lutte contre la discrimination et la terreur racistes - c'est la condition de l'unité des rangs ouvriers et de la victoire des luttes sociales qui sont engagées et qui se préparent en cet automne qui s'annonce chaud.

Marchais et Cie ne font rien de tout
Suite page 15



Photographie de la Ligue trotskyste lors de la manifestation antifasciste appelée le 27 janvier 1988 par le PCF.

Pleins droits de citoyenneté pour les immigrés !